

**UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA**



**جامعة بجاية**  
**Tasdawit n Bgayet**  
**Université de Béjaïa**

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES**  
**SCIENCES DE GESTION**

**Département Des Sciences Economiques**

**MEMOIRE**

**En vue de l'obtention du diplôme de**

**MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES**

**Option : Economie quantitative**

**L'INTITULE DU MEMOIRE**

**L'effet de la politique budgétaire sur la croissance  
économique : Cas de l'Algérie de 1980 - 2020**

**Réalisé par :**

**AFIR Yanis**

**Dirigé par :**

**M<sup>me</sup> SEBAHI Dalila**

Date de soutenance : **27/06/2024**

**Jury :**

Président : **M<sup>me</sup> MENDIL Djamila**

Examineur : **M<sup>r</sup> ZIDELKHIL Halim**

**Année universitaire : 2023/2024**

# REMERCIEMENTS

**Je souhaite tout d'abord exprimer ma gratitude envers le bon Dieu pour m'avoir donné la vie et le courage de mener à bien ce modeste travail.**

**Je tiens à remercier mon encadreur, Mme SEBAHI Dalila, pour ses recommandations et son suivi constant.**

**Mes profonds remerciements vont également aux membres de jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.**

**Je remercie également l'ensemble des enseignants de l'Université de Bejaia, en particulier ceux du Département des Sciences Économiques, pour leur contribution active à notre formation. Enfin, je souhaite remercier toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin à la réalisation de ce travail.**

# Dédicaces

**Je dédie ce modeste travail :**

**À mes chers parents, que Dieu les bénisse et les protège.**

**Ainsi qu'à mon cher frère, qui m'a toujours soutenu tout au long de mes études.**

## Liste des abréviations

- **ADF** : Test de Dickey-Fuller Augmenté.
- **ARDL** : modèles de journaux distribués auto régressifs
- **AIC** : Critère d'AKAIKE.
- **CF** : Consommation Finale.
- **DA** : Dinars Algérien.
- **DEP** : Dépenses Publiques.
- **DZD** : Algerian Dinars.
- **F** : Fonction.
- **FBCF** : Formation Brut de Capital Fixe.
- **FMI** : Fond Monétaire International.
- **FRR** : le fonds de régulation des recettes.
- **IFS** : international featured standard
- **K** : Capital.
- **RECT** : recettes publiques
- **SIC** : Schwarz
- **L** : Niveau d'emploi.
- **LOGPIBCST** : Logarithme produit intérieur brut constant
- **LOGDEP** : Logarithme des dépenses budgétaire
- **LOGRECT** : Logarithme des recettes budgétaire
- **LOGPxP** : Logarithme du Prix du Pétrole.
- **N** : Niveau d'emploi.
- **ONS** : Office National des Statistiques.
- **PPA** : Parité du pouvoir d'achat.
- **PAS** : Programme d'Ajustement Structurel.
- **PCSC** : Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance.
- **PMB** : produit national brut.
- **PGF** : Productivité globale des facteurs.
- **PIB** : Produit Intérieur Brut.
- **PIBCST** : produit intérieur brut constant
- **PxP** : Prix du Pétrole.
- **PSRE** : Programme de Soutien à la Relance Economique.

## *Liste des abréviations*

---

- **Q** : Niveau de production.
- **T** : le temps.
- **Y** : la production
- **USD** : United States Dollars.
- **TVA** : la taxe sur la valeur ajoutée.

**Liste des tableaux**

- <b>Tableau N°01</b> : Recettes budgétaires annuelles moyennes en milliards de dinars.....	15
- <b>Tableau N°02</b> : Evolution des dépenses publiques annuelles moyennes en milliards de dinar et dollar USD.....	19
- <b>Tableau N°03</b> : Evolution du solde budgétaire en milliard de dinar.....	21
- <b>Tableau N°04</b> : Les taux d'évolution annuel moyen des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital en dinar (DZ) et en dollar (USD).....	23
- <b>Tableau N°05</b> : Variables utilisées et les signes attendus.....	58
- <b>Tableau N°06</b> : Statistiques descriptives des variables à estimer.....	61
- <b>Tableau N°07</b> : Test de stationnarité des séries (ADF).....	64
- <b>Tableau N°08</b> : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).....	67
- <b>Tableau N°09</b> : Résultats de l'estimation des coefficients de long terme.....	68
- <b>Tableau N°10</b> : Résultats de l'estimation des coefficients à court terme.....	69
- <b>Tableau N°11</b> : Résultats des tests diagnostiques du modèle (ARDL) estimé.....	70

### Liste des graphes

- **Graphe N°1** : la ventilation des recettes fiscales dans les recettes budgétaires totales (en %) part des différentes recettes fiscales dans la recette budgétaire totale en %.....13
- **Graphe N°2** : Evolutions des recettes budgétaires et de ses composantes en milliards de dinar.....16
- **Graphe N°3** : La ventilation des différentes dépenses budgétaires par rapport à la dépense budgétaire totale.....17
- **Graphe N°4** : Evolution des dépenses budgétaires et de ses composantes en milliards de dinar.....20
- **Graphe N°5** : Evolution, du solde budgétaire, en % du PIB, et du prix du baril.....22

### Listes des figures

- **Figure N°01**: Evolution graphique de la variable PIB Constant.....62
- **Figure N°02** : Evolution graphique des variables Les dépenses budgétaires.....62
- **Figure N°03** : Evolution graphique des variables des recettes budgétaires.....62
- **Figure N°04** : Evolution graphique de la variable Prix de baril.....62
- **Figure N°05** : Valeur graphique du (SIC).....66
- **Figure N°06** : représentant graphique du test de CUSUM.....71

## Sommaire

---

### Sommaire

Introduction général .....	1
<b>Chapitre 1</b> : Le budget et la politique budgétaire .....	4
<b>Section 1</b> : le budget.....	4
<b>Section 2</b> : la politique budgétaire.....	8
<b>Section 3</b> : le budget et la politique budgétaire en Algérie.....	12
<b>Chapitre 2</b> : la croissance économique.....	26
<b>Section 1</b> : Facteurs de la croissance économique.....	26
<b>Section 2</b> : Typologie, théories et modèles de croissance économique.....	37
<b>Section 3</b> : croissance économique en Algérie.....	49
<b>Chapitre 3</b> : étude empirique sur l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique.....	54
<b>Section 1</b> : Choix des variables et méthodologie de l'étude.....	55
<b>Section 2</b> : Estimations de la relation entre la croissance économique et la politique budgétaire : relation à court et à long terme .....	65
<b>Conclusion générale</b> .....	74
<b>Bibliographie</b> .....	VII
<b>Annexe</b> .....	IX

# Introduction générale

### **Introduction**

Depuis des décennies, les gouvernements du monde entier utilisent la politique budgétaire comme un instrument clé pour stimuler la croissance économique, stabiliser l'activité économique et promouvoir le développement durable. Cette politique, qui consiste à gérer les dépenses publiques, les recettes budgétaires et les transferts, est un levier important pour influencer divers aspects de l'économie nationale.

Dans de nombreux pays, la politique budgétaire est utilisée pour atteindre des objectifs macroéconomiques tels que la réduction du chômage, la maîtrise de l'inflation et la promotion de la croissance à long terme. Les gouvernements ajustent souvent leurs politiques budgétaires en fonction des conditions économiques et des priorités nationales, ce qui peut avoir un impact significatif sur la trajectoire de la croissance économique. Depuis 1980 les investissements soutenus, largement financés par des emprunts externes et des crédits bancaires internes, l'économie algérienne demeure fortement tributaire des revenus issus des hydrocarbures. Cette dépendance, combinée à un mode d'allocation des ressources administré et à la volatilité des prix pétroliers, a engendré une instabilité financière persistante jusqu'au milieu des années 1990. Malgré les programmes de stabilisation et d'ajustement ainsi que les financements exceptionnels, cette vulnérabilité aux chocs externes est demeurée significative jusqu'au début des années 2000, lorsque l'équilibre macroéconomique a été rétabli.

Cette période a également été marquée par un excédent d'épargne par rapport à l'investissement, caractérisant l'économie algérienne entre 2001 et 2010, soutenu par une augmentation notable des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Les principaux acteurs économiques, l'État et le secteur des hydrocarbures, ont largement dominé l'investissement au cours de la dernière décennie.

À partir de 2001, l'État a lancé une série de programmes d'investissements publics, générant une augmentation significative de la formation brute de capital fixe. Cette expansion des investissements publics a été soutenue par une augmentation des dépenses budgétaires, témoignant de l'importance de la politique budgétaire dans la gestion des équilibres macroéconomiques et la revitalisation de l'économie après les crises des années 1980 et 1990.

La consolidation de la politique budgétaire récente a été accompagnée d'une rationalisation des choix, mettant l'accent sur les dépenses publiques comme principal moyen de redressement économique. Cependant, pour améliorer l'efficacité du processus budgétaire

tout en assurant la viabilité des finances publiques, il est impératif d'adopter des règles budgétaires adaptées, garantissant une allocation efficace des ressources financières et un engagement accru envers les résultats des dépenses publiques.

### **Problématique et hypothèse**

Cette contribution vise à examiner la manière dont la politique budgétaire en Algérie a été mise en œuvre, en mettant l'accent sur ses grandes orientations et les moyens déployés pour atteindre ses objectifs, notamment son impact sur la croissance économique. Notre analyse se concentrera principalement sur la période allant de 1980 à 2021. En d'autres termes, nous chercherons à répondre à la question suivante : **"Quel effet de la politique budgétaire a-t-elle eu sur la croissance économique en Algérie ?"**

De cette question entraîne plusieurs interrogations :

- ❖ Quel est l'objectif de la politique budgétaire ?
- ❖ Est-elle efficace pour réguler l'activité économique, ou au contraire, sa régulation est-elle inefficace ?

Pour orienter notre recherche, nous avançons les hypothèses suivantes :

- Les plans mis en place n'ont pas réussi à stimuler l'activité économique comme escompté.
- L'accumulation de réserves significatives dans le fonds de régulation des recettes (FRR) permet de couvrir les dépenses associées au plan complémentaire de soutien à la croissance économique.

### **Structure**

Notre travail se divise en trois chapitres distincts. Le premier chapitre sera consacré à une exploration des aspects théoriques fondamentaux. Nous commencerons par définir les concepts clés, puis nous aborderons le budget et la politique budgétaire et son impact sur l'économie, en mettant particulièrement l'accent sur le contexte spécifique de l'Algérie.

Le deuxième chapitre examinera les différentes théories de la croissance économique ainsi que les divers modèles utilisés par plusieurs économistes. Nous étudierons également la croissance économique en Algérie, en mettant en lumière les spécificités de son évolution.

Enfin, nous clôturerons notre travail par une analyse économétrique portant sur la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique en Algérie. Cette analyse comprendra une explication des principes fondamentaux des séries temporelles, suivie d'une démarche d'estimation statistique utilisant un modèle ARDL pour tester nos hypothèses initiales. En conclusion, nous appliquerons différents tests, tels que la causalité, les tests à long et court terme, ainsi que le test de COSUM.

# Chapitre 1

**Le budget et la politique budgétaire**

## **Chapitre 1 : Le budget et la politique budgétaire**

### **Introduction**

Dans le domaine de l'économie, le budget et la politique budgétaire jouent un rôle fondamental dans la gouvernance économique des nations. Le budget, en tant qu'outil de planification financière, est bien plus qu'une simple compilation de chiffres et de dépenses ; il représente la traduction concrète des priorités et des objectifs politiques d'un gouvernement. De même, la politique budgétaire, en tant qu'instrument d'action économique, vise à influencer l'activité économique d'un pays, notamment sa croissance, son niveau d'emploi et son niveau général des prix.

### **Section 1 : le budget**

Le budget gouvernemental est le pilier financier sur lequel repose la gestion économique et sociale d'un pays. Cette section examine de près sa nature, ses composantes essentielles, ainsi que son fonctionnement, en mettant l'accent sur le budget algérien comme exemple concret.<sup>1</sup>

#### **1.1 Définition**

Le budget gouvernemental est un instrument financier essentiel qui planifie, estime et contrôle les ressources et les dépenses d'un gouvernement pour une période déterminée, généralement une année fiscale. Cette planification financière détaillée comprend une estimation des recettes attendues, telles que les impôts, les taxes, les droits de douane, les revenus provenant de la vente d'actifs, les emprunts, etc., ainsi qu'une projection des dépenses prévues, qui englobent une gamme diversifiée de secteurs et de programmes, allant des services publics essentiels tels que l'éducation et la santé aux infrastructures, à la défense nationale, aux transferts sociaux, et aux investissements à long terme dans le développement économique et social. La fonction première du budget est de servir de guide financier pour le gouvernement, lui permettant de prendre des décisions éclairées sur l'allocation des ressources en fonction de ses priorités politiques, économiques et sociales. Il est également un outil de transparence et de responsabilité, fournissant aux citoyens et aux parties prenantes une vision claire des intentions et des engagements financiers de l'État.

---

<sup>1</sup> Matthieu CARON, Budget, politiques budgétaire, Édition Bréal, Paris 2007, p 13

Le processus budgétaire comprend plusieurs étapes, allant de la préparation initiale du budget par le gouvernement, à son examen et à son adoption par le législatif, jusqu'à sa mise en œuvre et son suivi par les organes exécutifs. Ce processus implique souvent des négociations politiques complexes et des compromis entre les différentes parties prenantes, visant à concilier les intérêts concurrents et à garantir une gestion équilibrée des ressources publiques. Le budget gouvernemental est un outil dynamique, sujet à des révisions et des ajustements réguliers en réponse aux évolutions économiques, politiques et sociales. Il peut être utilisé comme un instrument de politique économique, permettant au gouvernement d'intervenir de manière proactive pour stimuler la croissance économique, atténuer les effets des cycles économiques, promouvoir l'équité sociale, et atteindre d'autres objectifs macroéconomiques.

## **1.2 Les composants du budget**

Les comportements du budget gouvernemental, reflétant les choix et les décisions politiques, économiques et sociales d'un gouvernement, jouent un rôle crucial dans la gestion des ressources publiques et dans la dynamique économique d'un pays. Cette section explore les principales composantes des comportements du budget, notamment les recettes, les dépenses et le solde budgétaire, en examinant leur nature, leur évolution et leur impact sur l'économie nationale.

### **1.2.1. Recettes**

Les recettes gouvernementales sont les fonds que l'État perçoit auprès de diverses sources pour financer ses activités. Elles peuvent provenir de différentes sources telles que les impôts sur le revenu, la TVA, les droits de douane, les revenus des ressources naturelles et les emprunts. Comprendre la nature et la dynamique des recettes est essentiel pour évaluer la capacité du gouvernement à financer ses programmes et ses politiques.

- A) **Analyse des Sources de Recettes** : Chaque source de recettes a ses propres caractéristiques et implications. Par exemple, les impôts sur le revenu peuvent être progressifs, ce qui signifie que les taux d'imposition augmentent avec le revenu, tandis que la TVA est souvent considérée comme une source de recettes plus stable mais peut peser plus lourdement sur les ménages à faible revenu. Il est important d'analyser les tendances historiques et les prévisions des différentes sources de recettes pour comprendre leur contribution globale au budget.

**B) Facteurs Influant sur les Recettes :** Les recettes gouvernementales sont influencées par un certain nombre de facteurs économiques et politiques. Par exemple, la croissance économique peut stimuler les recettes fiscales en augmentant les revenus et les bénéfices des entreprises, tandis que les changements dans les politiques fiscales peuvent avoir un impact significatif sur les recettes. Il est également important d'examiner les effets des événements externes tels que les fluctuations des prix des matières premières sur les recettes provenant des ressources naturelles.

### **1.2.2. Dépenses**

Les dépenses gouvernementales représentent les fonds que l'État alloue à divers secteurs et programmes pour répondre aux besoins de la population et mettre en œuvre ses politiques. Comprendre la répartition des dépenses et leurs implications est essentiel pour évaluer l'efficacité des politiques gouvernementales et leur impact sur la société.

**A) Analyse des Catégories de Dépenses :** Les dépenses gouvernementales sont réparties en plusieurs secteurs telles que l'éducation, la santé, les infrastructures, la défense et les transferts sociaux. Chaque catégorie de dépenses a ses propres objectifs et priorités. Par exemple, les dépenses dans le domaine de l'éducation peuvent être considérées comme un investissement dans le capital humain, tandis que les dépenses en infrastructures peuvent stimuler la croissance économique. Il est important d'analyser les tendances de dépenses dans chaque catégorie pour évaluer l'efficacité des politiques gouvernementales.

**B) Évaluation de l'Efficacité des Dépenses :** Il est essentiel d'évaluer l'efficacité des dépenses gouvernementales pour garantir une utilisation optimale des ressources publiques. Cela peut inclure l'évaluation de la qualité des services fournis, l'efficacité des processus de prestation, et l'impact des dépenses sur la population cible. En identifiant les domaines où des améliorations sont nécessaires, le gouvernement peut optimiser l'allocation des ressources et améliorer les résultats pour la population.

### 1.2.3. Solde Budgétaire

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes et les dépenses gouvernementales sur une période donnée. Un solde budgétaire positif indique un excédent, tandis qu'un solde budgétaire négatif indique un déficit. Comprendre le solde budgétaire est crucial pour évaluer la soutenabilité des finances publiques et l'impact sur l'économie.

- A) Analyse du Solde Budgétaire :** Il est important d'analyser le solde budgétaire pour comprendre sa dynamique et ses implications. Cela peut inclure l'examen des tendances historiques du solde budgétaire, l'identification des facteurs qui influent sur le solde budgétaire, et l'évaluation de son impact sur l'économie nationale. Par exemple, un solde budgétaire positif peut être associé à une réduction de la dette publique, tandis qu'un solde budgétaire négatif peut entraîner une augmentation de la dette et des coûts d'emprunt.
- B) Évaluation de la Soutenabilité Financière :** L'évaluation de la soutenabilité financière du solde budgétaire est essentielle pour garantir la stabilité à long terme des finances publiques. Cela peut inclure l'analyse de la capacité du gouvernement à financer ses dépenses sans recourir à un endettement excessif, ainsi que l'identification des risques potentiels liés à un solde budgétaire déséquilibré. En formulant des recommandations pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques, le gouvernement peut promouvoir la stabilité économique et la croissance à long terme.

## **Section 2 : la politique budgétaire**

### **1.1 La politique budgétaire concept et théorie**

Comme pour un ménage ordinaire, l'État doit composer avec des ressources financières limitées par rapport à ses besoins. Pour ce faire, il évalue ses ressources disponibles et planifie ses dépenses en fonction de ses objectifs politiques. Ce processus de prévision des ressources et des dépenses de l'État est formalisé dans un document appelé budget de l'État. Ce dernier, une fois approuvé par le parlement dans la loi de finance, autorise les recettes et les dépenses annuelles de l'État, reflétant ainsi les orientations économiques et financières du gouvernement.

#### **1.1.1 Définition**

Une politique budgétaire est une politique économique qui privilégie l'outil budgétaire au détriment de l'outil monétaire. Plus, globalement la politique budgétaire « désigne l'action des pouvoirs publics exercée par le biais du budget de l'État, dans le but d'influer sur la conjoncture économique ».<sup>2</sup>

En réalité, la définition de la politique budgétaire est plus complexe qu'il n'y paraît, à tel point qu'on devrait parler plutôt des "politiques budgétaires" au pluriel. En effet, il n'existe pas de définition unanime de la politique budgétaire.<sup>3</sup>

Les gouvernements et les décideurs politiques ont le choix entre plusieurs approches temporelles pour conduire leur politique budgétaire. À court terme, ils peuvent opter pour une politique budgétaire conjoncturelle, tandis qu'à long terme, ils peuvent adopter une politique budgétaire structurelle. Ainsi, la politique budgétaire se présente comme une politique économique menée à travers le budget de l'État dans son ensemble, impliquant à la fois des actions sur les recettes et les dépenses publiques. Son objectif est d'influencer la situation économique par le biais du budget de l'État. Ces actions budgétaires peuvent être réalisées en utilisant les trois paramètres suivants :

---

<sup>2</sup> Matthieu CARON, Budget et Politiques Budgétaires, Édition Bréal, Paris 2007, p

<sup>3</sup> Christine DOLLO, Jean-Pierre GUIDON et Alain LE DARDEZ, Dictionnaire Des Sciences Économique, Édition Armand Colin, Paris 1991, p 252

- Les recettes fiscales ;
- Les dépenses budgétaires ;
- Le solde budgétaire.

➤ **La politique budgétaire dans les théories économiques**

**A) Théorie keynésienne**

La théorie, développée par l'économiste britannique John Maynard Keynes pendant la Grande Dépression, soutient que les fluctuations économiques sont principalement dues à une insuffisance de la demande globale. Selon Keynes, en période de récession ou de dépression, le gouvernement devrait augmenter ses dépenses et/ou réduire les impôts afin de stimuler la demande globale et encourager l'investissement. En revanche, en période de surchauffe économique, le gouvernement devrait réduire ses dépenses et/ou augmenter les impôts pour refroidir l'économie et prévenir l'inflation.<sup>4</sup>

**B) Théorie de l'équilibre budgétaire**

Cette théorie soutient que le gouvernement devrait équilibrer son budget chaque année, en veillant à ce que les recettes fiscales égalent les dépenses publiques. Les partisans de cette approche estiment que les déficits budgétaires peuvent entraîner une augmentation de la dette publique, avec des conséquences néfastes à long terme sur l'économie, telles que l'inflation ou la hausse des taux d'intérêt. Ils affirment également que les marchés financiers réagissent négativement aux déficits budgétaires, ce qui peut réduire la confiance des investisseurs et des consommateurs.

---

<sup>4</sup> François Ecalte « maitriser les finances publiques ».Ed ECONOMICA, Paris, 2005, P5.

### **C) Théorie de l'effet de la dette publique**

Cette théorie explore les effets de l'accumulation de la dette publique sur l'économie. Certains économistes estiment que des niveaux élevés de dette publique peuvent avoir des conséquences négatives, telles que des taux d'intérêt plus élevés, une réduction de l'investissement privé et une baisse de la croissance économique à long terme. En revanche, d'autres économistes soutiennent que, dans certaines circonstances, notamment lorsque les taux d'intérêt sont bas et que l'économie est en récession, l'augmentation de la dette publique peut être justifiée pour stimuler l'activité économique et favoriser la croissance à long terme.

Ces théories fournissent différents cadres d'analyse pour comprendre l'impact de la politique budgétaire sur l'économie, et leur pertinence peut varier en fonction du contexte économique et politique spécifique d'un pays.

#### **1.1.2 Les objectifs de la politique budgétaire**

L'objectif ultime de la politique budgétaire est d'atteindre ce que Nicholas Kaldor a appelé "le carré magique", à savoir :

- Le plein emploi, mesuré par le taux de chômage.
- La stabilité des prix, évaluée par le taux d'inflation.
- La croissance économique, évaluée par le taux de croissance du PIB.
- L'équilibre extérieur, représenté par le solde de la balance des paiements courants.

En outre, la politique budgétaire poursuit divers objectifs non économiques, comme des objectifs culturels, éducatifs ou de santé publique. Ces objectifs présentent des retombées positives externes qui, à long terme, seront bénéfiques pour l'économie. Pour mieux comprendre la finalité de la politique budgétaire, on peut distinguer deux principaux objectifs en fonction de leur dimension temporelle :

**A) Les objectifs conjoncturels**

Selon Keynes, c'est la demande qui influence l'offre et donc la quantité à produire. Par conséquent, pour réguler l'activité économique, il est nécessaire d'agir sur les différentes composantes de la demande globale.

En période de conjoncture favorable, l'État peut adopter une politique budgétaire restrictive pour prévenir toute pression économique. Cela implique une diminution des dépenses de l'État et une utilisation des rentrées fiscales pour relancer l'économie.

En revanche, lorsqu'il y a une baisse conjoncturelle, la demande globale est insuffisante pour assurer le plein emploi des ressources. Dans ce cas, l'État peut opter pour une politique de relance de la demande, appelée politique budgétaire expansionniste. Cela peut se faire par deux moyens principaux :

- Augmentation des dépenses publiques : cela stimule la consommation et l'investissement publics, ainsi que l'investissement privé, la consommation privée ou les exportations.
- Réduction des impôts : cela impacte positivement la consommation privée, l'investissement privé ou les exportations.

**B) Les objectifs structurels**

La politique budgétaire structurelle vise à instaurer des changements fondamentaux dans les structures économiques et le dispositif de production d'un pays. Elle influence principalement les décisions d'investissement des entreprises et ses effets ne se manifestent que sur le long terme. Les interventions de cette nature ont diverses répercussions sur les structures. En effet, l'utilisation des dépenses publiques pour moderniser et développer un pays en finançant des infrastructures spécifiques revêt plusieurs formes. Ces dépenses publiques sont considérées comme très productives car elles contribuent à l'augmentation du patrimoine de l'État ou favorisent le développement de l'appareil productif national grâce à l'effet multiplicateur des investissements. Ainsi, l'État peut encourager l'établissement de nouvelles entreprises en accordant des subventions à l'investissement, des incitations fiscales ou des exemptions d'impôts.

**Section 3 : le budget et la politique budgétaire en Algérie****1.1 Le budget algérien**

Traditionnellement, le budget d'un pays se divise en deux grands volets : les recettes et les dépenses, définies par une loi de finances pour une période donnée.

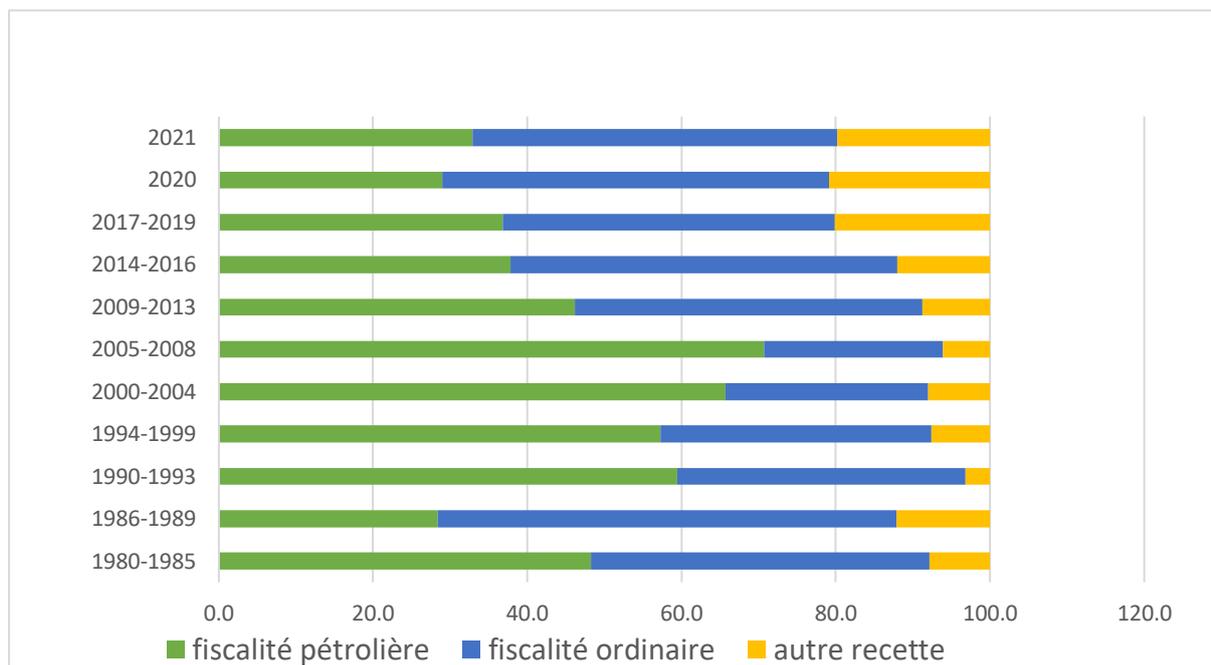
En Algérie, le budget global de l'État est établi chaque année par une loi de finances, comprenant des prévisions de recettes et des autorisations de dépenses. Les dépenses budgétaires se décomposent en dépenses de fonctionnement, allouées aux différents ministères, et en dépenses d'investissement, réparties dans les secteurs économiques et sociaux. Les recettes budgétaires proviennent principalement de la fiscalité pétrolière, de la fiscalité ordinaire et d'autres sources de revenus.

Cette section examine en détail la composition et l'évolution des recettes et des dépenses du budget algérien.

**1.1.1 Les recettes du budget algérien****A) Structure des recettes budgétaires**

Les recettes publiques en Algérie sont principalement issues de la fiscalité ordinaire et de la fiscalité pétrolière. Cette dernière représente la majeure partie des revenus budgétaires globaux, comme indiqué dans le graphique (1) ci-dessous.

**Graphique 01 : la ventilation des recettes fiscales dans les recettes budgétaires totales (en %) part des différentes recettes fiscales dans la recette budgétaire totale en %**



**Source :** construit à partir des données de ONS et du ministère des finances pour l'année 2021.

Selon les données du graphique ci-dessus, il est clair que les revenus provenant de la fiscalité pétrolière dominent largement les recettes budgétaires totales. Pendant la première moitié des années 1980 et toute la décennie 1990, ainsi que pendant les années 2000 et le début des années 2010, ces revenus représentent près de deux tiers (environ 60%) et plus de deux tiers (plus de 70%) respectivement des recettes totales.

Cette tendance peut être expliquée par les fluctuations des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. Par exemple, la période du contre-choc pétrolier en (1986)<sup>5</sup> et la baisse continue des prix du pétrole jusqu'en 1989 ont entraîné une diminution de la part des recettes de la fiscalité pétrolière (25% selon le graphique 5) par rapport aux recettes budgétaires totales. De même, une autre baisse relative de la part de la fiscalité pétrolière pendant la période 2009-2010 est principalement attribuée à la crise financière de 2008, qui a eu un impact négatif sur la demande d'hydrocarbures sur le marché international du pétrole. La même observation s'applique au contre-choc pétrolier de 2014-2016.

<sup>5</sup> Baisse importante des prix des hydrocarbures sur le marché international, c'est un contre choc pour les pays exportateurs de pétrole. En effet, 1986, le prix de baril a baissé jusqu'à 13 dollar. Cette baisse est due à la conjoncture économique de l'époque : inondation du marché pétrolier par l'Arabie saoudite en collaboration avec des Etats Unis d'Amérique qui a dévalué le dollar US. Monnaie des transactions des hydrocarbures.

Pendant la période de boom pétrolier<sup>6</sup> (des années 2000 et du début des années 2010), la part des recettes issues de la fiscalité pétrolière a considérablement augmenté, représentant plus de 75% selon le graphique 5. Cependant, durant les périodes de 1991 à 1995 et de 1996 à 2000, l'évolution des recettes fiscales pétrolières ne semble pas être uniquement liée à la volatilité des prix du pétrole sur le marché mondial, mais plutôt à la dévaluation du dinar<sup>7</sup>, comme indiqué dans le tableau 5. Malgré une augmentation du prix du baril de 10,5% entre ces deux périodes, les recettes de la fiscalité pétrolière, libellées en dinars, ont augmenté de 131,3%<sup>8</sup>, suggérant une influence significative du taux de change. Ainsi, la structure des recettes budgétaires totales semble largement dépendre des fluctuations des cours du pétrole et de la situation du marché pétrolier international, ainsi que de l'évolution du taux de change bilatéral entre le dollar et le dinar.

### **B) évolution des recettes budgétaires**

Les recettes budgétaires de l'État ont globalement progressé de manière continue tout au long de la période étudiée (de 1980 à 2021), comme illustré dans le tableau 4 ci-dessous. Ils sont passés de 59,59 milliards de DA en 1980 à plus de 5114 milliards de DA en 2021, représentant ainsi un taux de croissance annuel moyen de 27,5%<sup>9</sup> sur l'ensemble de cette période.

---

<sup>6</sup> Boom pétrolier : est la hausse considérable du prix de pétrole sur le marché international dans le cas des pays exportateurs du pétrole.

<sup>7</sup> Dollar est la monnaie du paiement des recettes pétrolières (exportations)

<sup>8</sup> Taux calculé à partir des données de tableau 1

<sup>9</sup> Moyenne géométrique des taux de croissance annuel. Calculer à partir des données de l'ONS.

**Tableau 01 : Recettes budgétaires annuelles moyennes en milliards de dinars**

Période	Recettes fiscales		Recettes non fiscales	Recettes budgétaires	Prix du baril (Blend Sahara)	Taux de change <sup>10</sup> USD/Dz
	Fiscalité ordinaire	Fiscalité pétrolière				
1980-1985	34,235	43,06	6,15	83,46	29,61	4,59
1986-1990	60,92	37,54	10,56	109,02	17,02	6,42
1991-1995	126,24	218,57	27,92	372,73	18,09	29,28
1996-2000	312,3	499,86	57,04	869,2	20,11	62,60
2001-2005	467,19	531,77	142,41	1141,37	34,37	75,95
2006-2010	848	2267,22	202,47	3317,69	76,63	70,73
2011-2015	1777,22	1548,75	318,46	3638,43	93,71	82,14
2016-2019	2541,43	2080,13	1027,81	5649,37	57,11	114,13
2020	2625,28	1514,71	1094,21	5234,20	41,47	126,8
2021	2769,66	1927,05	1161,32	5858,53	69,72	135,1

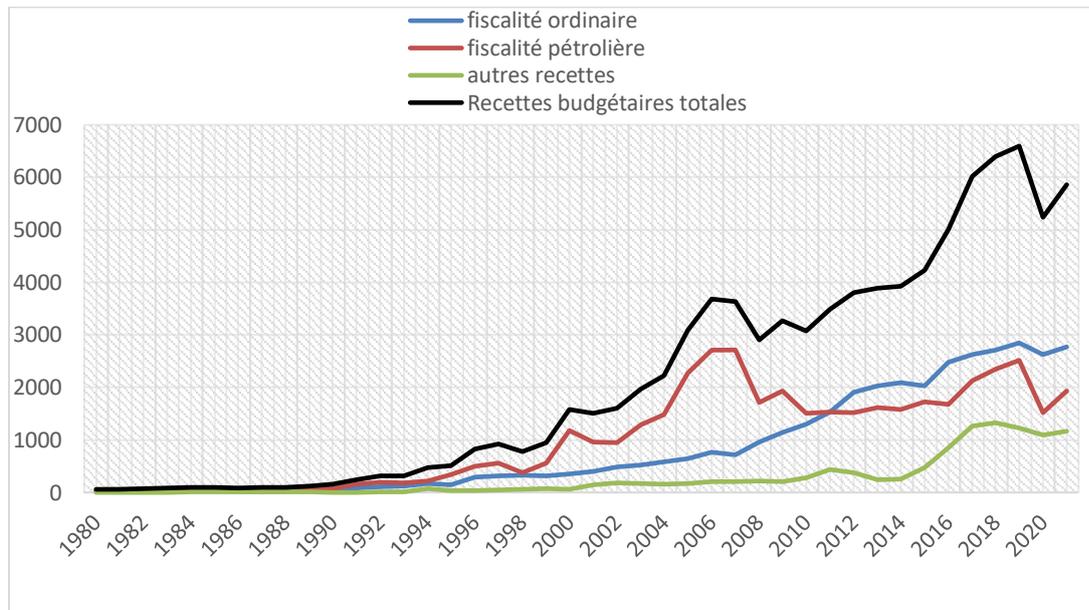
**Source :** construit à partir des données de l'ONS

De 1980 à 1999, les recettes budgétaires de l'Algérie montrent une forte dépendance aux revenus pétroliers. Par exemple, entre 1980 et 1985, les recettes fiscales étaient de 34,235 milliards de dinars tandis que les recettes non fiscales atteignaient 43,06 milliards de dinars. De 1996 à 2000, les recettes fiscales ont augmenté à 312,3 milliards de dinars et les recettes non fiscales à 499,86 milliards de dinars, montrant une amélioration significative de la collecte des revenus. Et après de 2001 à 2020, les recettes budgétaires continuent de croître, en grande partie grâce à la hausse des prix du pétrole et à une meilleure collecte des impôts. Entre 2001 et 2005, les recettes fiscales ont atteint 467,19 milliards de dinars et les recettes non fiscales 531,77 milliards de dinars. Entre 2016 et 2019, malgré une baisse des prix du

<sup>10</sup> Taux de change a l'incertain du dollar par rapport au dinar : une unité de dollar équivalent à une quantité de dinar

pétrole, les recettes fiscales ont grimpé à 2541,43 milliards de dinars et les recettes non fiscales à 2080,13 milliards de dinars, reflétant une diversification économique et des réformes fiscales efficaces.

**Graphique 02 : Evolutions des recettes budgétaires et de ses composantes en milliards de dinar**



**Source :** réalisé par l’auteur à partir des données de l’ONS

Le graphique ci-dessus illustre que les recettes de la fiscalité pétrolière ont généralement surpassé les autres types de recettes budgétaires, influençant ainsi l'évolution des recettes totales. Cependant, entre 2009 et 2010, les recettes de la fiscalité ordinaire ont dépassé celles de la fiscalité pétrolière. Cette transition peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

Pendant la période des années 1980 et 1990, marquée par une économie dirigée, l'Algérie a subi une récession importante, principalement en raison de la baisse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial, notamment le contre-choc pétrolier de 1986 et la baisse continue des prix du pétrole pendant cette période. Cela a entraîné une faible croissance des recettes budgétaires.

En revanche, de 2000 à 2010, les réformes structurelles ont placé l'économie algérienne dans une logique de marché. Le boom pétrolier de cette période a conduit à une forte augmentation des recettes budgétaires, en particulier de la fiscalité pétrolière.

De plus, les recettes fiscales ordinaires ont également augmenté au cours des années 2000, résultant à la fois des réformes liées à l'économie de marché<sup>11</sup> et de l'impact indirect des prix des hydrocarbures sur les importations (droits de douane et TVA sur les importations). En effet, le niveau des importations est influencé par les revenus des exportations<sup>12</sup>.

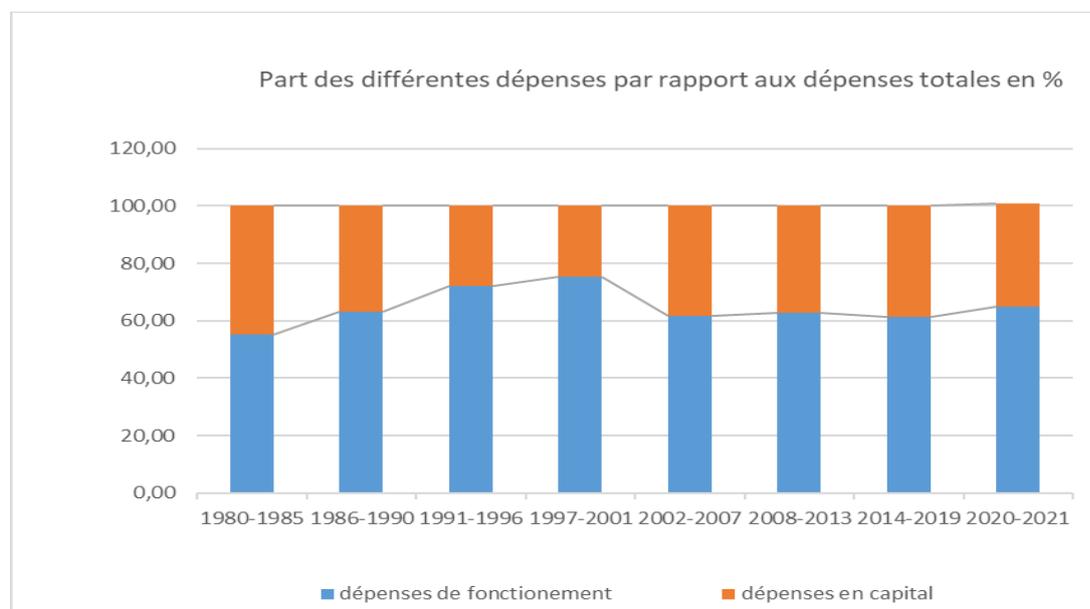
Ces observations soulignent la vulnérabilité des recettes budgétaires, largement tributaires des prix des hydrocarbures sur le marché mondial.

## 1.1.2 Les dépenses du budget algérien

### A) Structure des dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires en Algérie, englobant les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital (comme illustré dans le graphique 7 ci-dessous), démontrent que les dépenses de fonctionnement prédominent, surtout pendant les années 1980 et 1990. Leur part oscille en moyenne entre 55% et 63% durant les années 1980, atteignant même 72% à 75% dans les années 1990. Ce n'est qu'à partir du début des années 2000 que cette part diminue, se situant autour de 60% au cours des vingt dernières années.

#### **Graphique 03** : La ventilation des différentes dépenses budgétaires par rapport à la dépense budgétaire totale



**Source** : construit à partir des données de l'ONS

<sup>11</sup> A partir de 1990 l'Algérie est passée de l'économie planifiée à l'économie de marché.

<sup>12</sup> Rapport du FEMISE (2006) : « la politique budgétaire en Algérie » institut de la méditerranée.

Les dépenses en capital en Algérie étaient initialement minoritaires, représentant moins de 40% à partir de 1986 et chutant même en dessous de 30% pendant toute la décennie 90 et le début des années 2000. Cependant, à partir de la seconde moitié des années 2000, leur part a progressivement augmenté pour atteindre 40%, stimulée par l'augmentation des recettes pétrolières pendant cette période et le lancement de programmes d'investissements publics à partir de 2001.

En 2006, un tournant s'est produit dans l'histoire de l'Algérie, avec un budget d'équipement prévu pour la première fois dépassant celui du fonctionnement, atteignant plus de 35% du PIB<sup>13</sup>. selon l'avant-projet de loi de finance pour 2007. Ainsi, à partir de la seconde moitié des années 2000 et tout au long des années 2010, la part des dépenses en capital a augmenté pour se stabiliser autour de 40%. En résumé, après le contre-choc pétrolier de 1986 et jusqu'au début des années 2000, les dépenses publiques algériennes étaient principalement orientées vers le fonctionnement, mais à partir de la seconde moitié des années 2000, une augmentation notable des dépenses en capital a été observée, conduisant à une répartition plus équilibrée des dépenses budgétaires entre fonctionnement et investissement.

---

<sup>13</sup> Benadellah Y (2008). P9

## B) Évaluation des dépenses budgétaires

**Tableau 02 : Evolution des dépenses publiques annuelles moyennes en milliards de dinar et dollar USD**

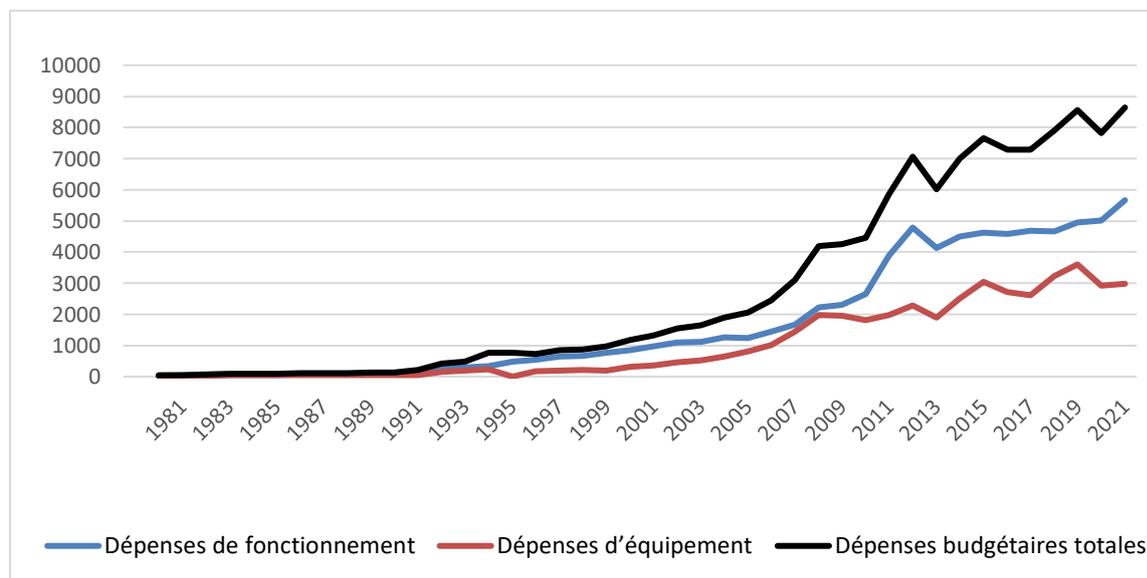
Période	Dépenses de fonctionnement		Dépenses en capital		Totale des dépenses budgétaires	
	Libellées en DZ	Libellées en USD	Libellées en DZ	Libellées en USD	En DZ	En USD
1980-1985	41,39	9.07	33,66	7,33	75,04	16,35
1986-1989	70,33	12.23	42,17	7,33	112,50	19.56
1990-1995	269.04	8.86	134.23	4.32	403.27	12.98
1996-1999	658.18	11.07	193.63	3.26	851.81	14.33
2000-2005	1904.73	17.20	810.69	10.69	2115.43	27.89
2006-2010	3167.74	44.79	1995.47	28.22	5163.21	73.01
2011-2015	4501.12	54.80	2550.14	31.05	7051.26	85.85
2016-2019	4670.3	40.92	2328.8	28.29	7899.10	69.21
2020	5009.4	39.50	2893.54	22.82	7823.89	62.32
2021	5661.51	41.9013	2978.18	22.04	8648.68	63.94

**Source :** construit à partir des données de l'ONS

Les dépenses publiques en Algérie ont connu des fluctuations marquées au cours des dernières décennies. Avant l'an 2000, les dépenses de fonctionnement et en capital étaient modestes, avec des périodes de croissance ponctuées par l'augmentation des revenus pétroliers. Par exemple, dans les années 1980-1985, les dépenses budgétaires totalisaient 75,04 milliards de dinars, principalement influencées par les recettes pétrolières. Après l'an 2000, avec la hausse des prix du pétrole, les dépenses ont significativement augmenté. Entre 2006 et 2010, les dépenses de fonctionnement ont atteint 3 167,74 milliards de dinars, reflétant une expansion des programmes gouvernementaux. Cependant, les années suivantes ont vu une modération, avec une attention croissante sur la gestion des dépenses et la

diversification économique malgré des fluctuations des prix du pétrole. En 2020 et 2021, les dépenses publiques se sont stabilisées autour de 7 823,89 milliards de dinars, illustrant une stratégie de consolidation face aux défis économiques mondiaux.

**Graphique 04 : Evolution des dépenses budgétaires et de ses composantes en milliards de dinar**



Source : par l’auteur à partir des données de l’ONS

Le graphe ci-dessus montre que les dépenses budgétaires en Algérie, révèlent deux phases d’évolution distinctes. La première phase, caractérisée par une croissance lente, affiche un taux de croissance annuel moyen de 1,2%<sup>14</sup> de 1980 à 1999. La seconde phase, marquée par une croissance rapide, dévoile un taux de croissance annuel moyen de 6,7% de 2000 à 2021. Pendant ces périodes, les dépenses ont connu les variations suivantes :

- Elles sont passées de 75 milliards de DA pendant la période 1980-1985 à 851,8 milliards de DA durant la période 1996-1999.
- De 2115,43 milliards de DA pendant la période 2000-2005 à 8113,3 milliards de DA en 2021.

Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 13,5%<sup>15</sup> entre 1980 et 2021. Il est important de noter que les montants de ces dépenses, exprimés en dinars courants, ont

<sup>14</sup> Calculé à partir des donnée du tableau 3.4

<sup>15</sup> Moyenne géométrique, calculée à partir des données de ONS

été impactés par la dévaluation successive du dinar algérien et par le taux d'inflation, à partir de la période 1990.

En revanche, les dépenses publiques exprimées en dollars ont suivi une trajectoire différente. Elles sont passées de 11,47 milliards de dollars (USD) en 1980 à 20,24 milliards en 1989, puis ont diminué pour atteindre 14,44 milliards en 1999. Pendant les périodes d'aisance financière<sup>16</sup>, ces dépenses sont passées de 26,21 milliards en 2004 à 60,04 milliards en 2010, puis à 91 milliards en 2012, avant de diminuer à 76,25 milliards en 2015 et 60,05 milliards en 2021. Cela correspond à un taux de croissance annuel moyen de 1,2% de 1980 à 1999 et de 6,70% de 2000 jusqu'à 2021. En somme, sur la période de 1980 à 2021, les dépenses budgétaires libellées en dollars ont évolué à un taux de croissance annuel moyen de 4,1%.

**1.1.3 Le solde budgétaire**

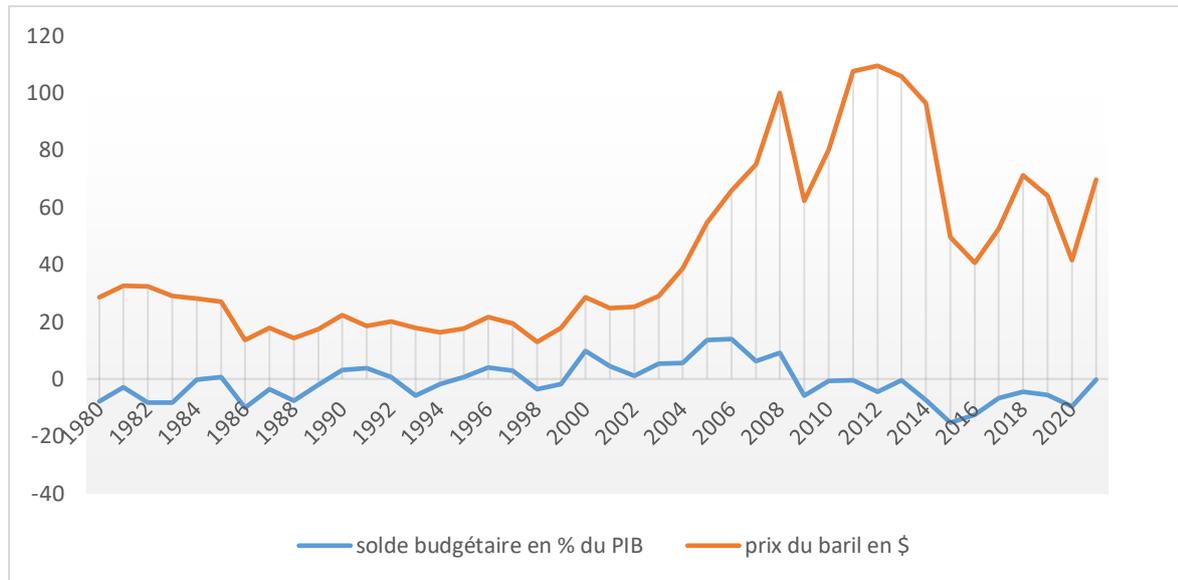
Le tableau 8 (ci-dessous) montre que le solde budgétaire était, excédentaire avant le contre choc pétrolier de 1986 (1980-1985), déficitaire après ce contre choc (1986-1989). Tantôt déficitaire, tantôt excédentaire mais généralement proche de zéro durant la décennie 90. Excédentaire pendant presque toute la décennie de 2000 et déficitaire à partir de 2009 et durant toute la décennie 2010.

**Tableau 03 : Evolution du solde budgétaire en milliard de dinar**

Période	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
1980-1985	83,51	73,13	8,38
1986-1989	98,14	112,50	-14,36
1990-1995	350,75	355,39	-4,64
1996-1999	874,78	869,97	4,81
2000-2005	1983,97	1613,80	370,17
2006-2009	4071,52	3499,74	571,78
2010-2014	5657,12	6079,72	-412,59
2015-2019	5915,52	7538,80	-1623,28
2020	5234,20	7823,89	-2589,69
2021	5858,03	8.642,68	-2784,65

**Source :** construit à partir des données de L'ONS

<sup>16</sup> Période de boom pétrolier (2000-2019)

**Graphique N° 05 : Evolution, du solde budgétaire, en % du PIB, et du prix du baril**

Source : construit à partir des données de l'ONS

## 1.2 La politique budgétaire en algériens pendant les années 1980 jusqu'à 2022

La politique budgétaire en Algérie au cours des années 1980 jusqu'à 2022 a été marquée par plusieurs phases et évolutions significatives. Dans les années 1980, le pays a été confronté à des défis économiques majeurs, notamment une chute des prix du pétrole et une dette croissante, ce qui a conduit à des politiques d'ajustement structurel et à des réformes économiques visant à stabiliser l'économie et à réduire les déséquilibres budgétaires.

Au cours des années suivantes, l'Algérie a continué à mettre en œuvre diverses politiques budgétaires pour stimuler la croissance économique, diversifier son économie et promouvoir le développement social. Cela comprenait des investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé, ainsi que des programmes de soutien aux secteurs agricole et industriel. Cependant, le pays a également dû faire face à des défis persistants tels que la dépendance excessive aux hydrocarbures, la faiblesse des institutions économiques et la pression démographique.

Au fil des années, l'Algérie a cherché à renforcer sa gestion budgétaire et à améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques. Des réformes ont été entreprises pour rationaliser les dépenses, accroître les recettes non pétrolières et réduire les subventions inefficaces. Malgré ces efforts, le pays reste confronté à des défis

importants en matière de gouvernance économique et de gestion des finances publiques, nécessitant une attention continue de la part des autorités et des acteurs concernés.

**Tableau 04 : Les taux d'évolution annuel moyen des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital en dinar (DZ) et en dollar (USD)**

Période	1980-1999		2000-2022	
	En DZ	En USD	En DZ	En USD
Dépenses de fonctionnement	19.4	2.7	9.3	6
Dépenses en Capital	13.4	-2.4 (décroissance)	14	10.6

**Source :** construit à partir des données de ONS chapitre 12

Toutes ces évolutions peuvent être expliquées comme suit :

- **Durant les deux décennies 80 et 90 :** la période s'étendant de 1980 à 1985 a été caractérisée par une part importante des dépenses en capital. Ceci était attribuable à la politique économique de l'Algérie de l'époque, axée sur l'augmentation de l'investissement public dans des secteurs prioritaires tels que l'hydraulique, la construction d'infrastructures économiques et sociales, ainsi que l'éducation et la formation professionnelle. De plus, cette période a été marquée par une politique de développement économique visant à établir une industrie industrialisant. Cependant, le contre-choc pétrolier de 1986 et la baisse continue des prix des hydrocarbures tout au long des années 90 ont entraîné non seulement l'arrêt de 70 grands projets d'infrastructures<sup>17</sup> et la diminution des taux d'investissements publics, mais également, suite à la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (PAS), la fermeture de certaines entreprises publiques. En effet, le taux d'investissement, qui était de 34% en 1982, est tombé à 25,6% en 1990 et même à 20% en 2000<sup>18</sup>. De plus, les mesures de répression sociale et économique de l'époque ont fait en sorte que les modestes recettes budgétaires de cette période ne suffisaient guère à couvrir les dépenses de

<sup>17</sup> Métro d'Alger, autoroute est-ouest, aéroport d'Alger, etc.

<sup>18</sup> D'après les statistiques de l'ONS (rétrospective des comptes économiques)

fonctionnement. Par conséquent, les dépenses d'équipements ont été utilisées comme un moyen d'ajustement pour atténuer les effets des fluctuations des recettes publiques.

- **Durant les deux décennies 2000 à 2022 :** le boom pétrolier des années 2000 a entraîné une hausse des recettes budgétaires, incitant le gouvernement à adopter une politique de dépenses expansionnistes. Les dépenses totales ont augmenté de 85% entre 2000 et 2018, passant de 1178 milliards de dinars en 2000 à 4146 milliards en 2009, puis à 7899 milliards en 2018.

Plus particulièrement, les dépenses d'équipement ont connu une augmentation remarquable au cours de cette période : passant de 187 milliards de dinars en 1999 à 452 milliards en 2002, puis à 1015,6 en 2006, 2275,5 en 2012, et atteignant 3228 milliards en 2018<sup>19</sup>. Cela représente un taux de progression de 86% entre 2002 et 2018.

Cette augmentation significative des dépenses d'équipement est reflétée dans le lancement de divers programmes de développement économique dès 2001, dans le but de réaliser un développement économique et social, comme suit:

**Le premier plan, couvrant la période 2001-2004<sup>20</sup> :** connu sous le nom de Programme de Soutien à la Relance Économique (PSRE), avait pour objectif principal de favoriser le développement local, agricole, ainsi que la mise en place d'infrastructures et de réseaux de transport. Doté d'un budget de 525 milliards de dinars (environ 7 milliards de dollars), soit 62% destinés au développement local et aux infrastructures de base, il a permis le lancement de 16 036 projets et la création de 728 666 emplois<sup>21</sup>.

**Le deuxième plan, s'étendant de 2005 à 2009 :** nommé Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC), avait pour but de renforcer les avancées du plan précédent tout en maintenant un taux de croissance économique d'au moins 5%. Avec un budget de 4203 milliards de dinars (environ 55 milliards de dollars), il visait également la création de 100 000 nouvelles entreprises, ainsi que 150 000 commerces, dans le but de générer deux millions d'emplois.

**Le troisième plan, couvrant la période 2010-2014 :** fut un Plan de Développement Quinquennal doté d'une enveloppe de 21,214 milliards de dinars (environ 286 milliards de

---

<sup>19</sup> D'après les données de ONS.

<sup>20</sup> Tebani (2020). PP 994

<sup>21</sup> Source : CNES

dollars), dont 130 milliards étaient alloués à l'achèvement de projets déjà en cours. Le reste, soit 45%, était destiné au développement humain.

**Le quatrième plan, s'étendant de 2015 à 2019** : était destiné à soutenir et à poursuivre les projets non encore réalisés des programmes précédents. Doté d'une enveloppe financière de 21000 milliards de dinars (environ 262.5 milliards de dollars)<sup>22</sup>, ce plan a été affecté par le contre-choc pétrolier de 2014 à 2016, ce qui a entraîné l'arrêt de plusieurs projets d'investissements.

**Le cinquième plan de 2020 à 2022** : La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis économiques en Algérie, avec une baisse des recettes pétrolières et des pressions sur les dépenses publiques. Et le gouvernement a adopté des mesures pour atténuer l'impact économique de la pandémie, notamment des programmes de soutien aux entreprises et aux ménages affectés. Les réformes visant à diversifier l'économie et à stimuler le secteur privé ont été accélérées pour renforcer la résilience économique du pays.

## **Conclusion**

Ce premier chapitre a été réalisé dans le but de présenter toutes les explications utiles en vue de cerner de manière globale les deux notions de budget et de politique budgétaire. A ce stade, il est clair que la politique budgétaire est une des modalités de la politique économique qui consiste à utiliser le budget de l'État, pour assurer une politique tracée par les gouvernements en vue d'une stabilisation conjoncturelle ou structurelle, afin de promouvoir la croissance économique. Les règles budgétaires peuvent être extrêmement utiles dans le contexte d'une politique budgétaire saine. En effet, des indications nettes montrent qu'elles facilitent le maintien de la discipline budgétaire et favorisent les efforts d'assainissement lorsque de tels efforts s'avèrent nécessaires. Afin de pouvoir atteindre cet objectif, il est toutefois essentiel que toutes politiques budgétaires respectent les principales propriétés inhérentes à toute règle budgétaire idéale. Et nous avons abordé la politique budgétaire et le budget en Algérie au cours de la période entre 1980 à 2021

---

<sup>22</sup> Calculer à partir les données de ONS.

# Chapitre 2

**La croissance économique en Algérie**

## Chapitre 2 : La croissance économique

Dans ce chapitre, nous aborderons les principes clés de la croissance économique et les outils utilisés pour mesurer la richesse nationale. Cette exploration se divise en deux parties : la première examine le processus de la croissance économique, tandis que la seconde se penche sur les différentes théories qui l'entourent. La croissance économique constitue un indicateur crucial pour évaluer la capacité d'un pays à accroître le bien-être de sa population. En effet, le niveau de vie d'une nation repose sur sa capacité à produire des biens et des services répondant à la demande. Ainsi, la croissance économique, synonyme de production, de création d'emplois et de richesses, est essentielle pour garantir la prospérité économique, sociale et humaine.

### Section 1 : Facteurs de la croissance économique

Dans cette partie, nous allons mettre en lumière les caractéristiques principales du processus de croissance économique. Tout d'abord, nous définirons la croissance économique et mettrons en évidence ses principaux indicateurs. Ensuite, nous explorerons ses facteurs clés.

#### 1.1 Définition et indicateurs de la croissance économique

La croissance économique est essentiellement un phénomène quantitatif, elle peut se définir comme un accroissement durable de la production globale d'une économie.

##### 1.1.1 Définition

En général, la croissance économique se réfère à l'augmentation prolongée de la production de biens et services d'une nation sur une période étendue. Plusieurs définitions sont avancées à cet égard, parmi lesquelles nous retiendrons principalement deux approches : d'une part, celle qui la définit comme l'augmentation soutenue sur le long terme d'un indicateur de dimension, tel que le produit global en termes réels<sup>1</sup>, et d'autre part, celle proposée par F PERROUX ; qui la décrit comme l'accroissement durable de la taille d'une unité économique, simple ou complexe, impliquant des changements structurels et éventuellement systémiques, et accompagné de progrès économiques variables<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Alain BEITONE, et al, Dictionnaire des sciences économiques », 2ème édition Armand colin, Paris, 2007p. 11

<sup>2</sup> F PERROUX, L'économie du XX<sup>e</sup> siècle, Edition PUF, Paris, 1961, p.40

### 1.1.2. Les différents indicateurs de mesure de la croissance économique

La croissance économique se mesure par trois principaux indicateurs, en l'occurrence ;

#### A. Le produit intérieur brut (PIB)

Le (PIB) représente la somme des valeurs ajoutées de tous les secteurs institutionnels sur un territoire donné. Évalué de manière brute (incluant les amortissements), il offre une mesure quantitative du volume de production. Le calcul du PIB se réalise selon trois perspectives différentes, aboutissant toutes au même résultat<sup>3</sup>.

- ❖ **Selon l'optique de la production** : le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées brutes de toutes les unités de production, incluant les droits de douane et la TVA. La valeur ajoutée (VA) est définie comme la différence entre la valeur de la production et la valeur des intrants nécessaires à cette production (consommation intermédiaire). En calculant le PIB à partir de cette somme de valeurs, on évite ainsi de compter plusieurs fois les produits intermédiaires.
- ❖ **Selon l'optique dépense** : elle consiste à mesurer la richesse au moment où elle va être dépensée. Dans ce cas, le PIB est calculé comme suit :

**PIB = consommation finales + formation brute de capital fixe (FBCF) + variation des stocks + acquisition - cession d'objet de valeur + exportation des biens et services - importation des biens et services.**

- ❖ **Selon l'optique revenue**: le PIB peut être mesuré en calculant la somme des revenus des facteurs de production (Salaire, revenu du capital, etc.). Le PIB est donc égal à la somme des rémunérations des salariés versées par les unités résidentes (revenu du travail) et des excédents bruts d'exploitation des unités résidentes (revenu du capital), auquel on ajoutera les impôts liés à la production et on soustraira les subventions d'exploitation (revenus net de l'Etat lié à la production)<sup>4</sup>. Cependant, cet indicateur du PIB pose des problèmes subsistants dans la mesure de la croissance. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques:

<sup>3</sup> Alain BEITONE, Christine DOLLO, Jean Pierre GUIDONI, Alan LEBARDE, Dictionnaire des sciences économiques, Edition, Armand Collin, paris, 1991, p111

<sup>4</sup> Op cite P 1

- Le PIB ne prend pas en compte le travail domestique, le travail bénévole, et l'activité souterraine qui sont pourtant des créations de richesse
- Le PIB est une mesure quantitative et non-qualitative, il ne reflète donc en aucune façon les améliorations de la qualité des produits
- Il ne tient pas compte de l'utilité des productions et de leurs contributions au bien-être des individus ;

Par ailleurs, le PIB ne renseigne pas du tout sur certains éléments essentiels à l'épanouissement des individus tel que la sécurité, la démocratie, la santé, l'éducation, etc.

### **B. Le produit national brut (PNB) :**

Correspond à la valeur ajoutée marchande de tous les biens et services produits par les unités économiques d'un pays, indépendamment de leur lieu de résidence. Ce qui importe dans le calcul du PNB, c'est la nationalité des détenteurs des facteurs de production et non l'endroit où ces facteurs sont utilisés<sup>5</sup>.

En outre, le PNB peut être facilement obtenu à partir du PIB en ajoutant les revenus perçus du reste du monde par les facteurs de production nationaux, tout en soustrayant les revenus versés aux facteurs de production du reste du monde.

**PNB = PIB + revenu des facteurs versé par reste du monde - revenu de facteur versé à l'étranger.**

### **C. Le taux de croissance**

Le taux de croissance est un indicateur exprimé en pourcentage, qui permet de quantifier les variations d'une grandeur dans le temps. Plus précisément, il représente le pourcentage de variation de la production de biens et services d'une année à l'autre. Ce taux de croissance économique facilite la comparaison du bien-être économique à l'échelle nationale et internationale, tout en permettant d'établir des prévisions sur l'évolution du cycle économique.

---

<sup>5</sup> Bernard BERNIER-Yves SIMON, Initiation à la macroéconomie, 9ème Edition, Dunod, Paris, 2009, p36

### D. La parité du pouvoir d'achat (PPA) :

La parité du pouvoir d'achat (PPA) est un concept financier qui permet de comparer le pouvoir d'achat de différentes monnaies en les convertissant dans une unité commune. Contrairement au simple taux de change, la PPA tient compte des variations des prix et des niveaux d'inflation entre les pays. En effet, elle reflète la quantité de monnaie nécessaire dans chaque pays pour acheter les mêmes biens ou services, plutôt que leurs valeurs sur les marchés financiers internationaux. En somme, la PPA explique les fluctuations des taux de change en analysant les différences d'inflation entre les pays concernés<sup>6</sup>.

Cette théorie présente de multiples concepts à savoir :

- La valeur d'une monnaie se trouve principalement déterminée par la quantité de biens et de services qu'elle nous permet d'acquérir et lorsque le niveau général des prix augmente, le pouvoir d'achat diminue ;
- La loi du prix unique montre qu'à l'échelle internationale et grâce au jeu de la concurrence, un bien à un même prix par rapport au reste du pays du monde ;
- Le taux de change entre deux monnaies correspond aux parités des pouvoirs d'achat de ces monnaies ;
- La variation du taux de change entre les deux monnaies reflète la variation des prix dans les deux pays.

## 1.2 Les facteurs inhérents à la croissance économique

Le deuxième point aborde les éléments qui influencent la croissance économique, en mettant en évidence deux principaux facteurs. Le premier concerne les facteurs liés à l'offre, tandis que le second est associé à la demande de produits.

### 1.2.1. Les facteurs qui conditionnent l'offre de produits

Ce même facteur qui conditionne l'offre de produits est subdivisé en plusieurs sous-ensembles, à savoir :

**A. La croissance potentielle** : qui se définit comme étant la croissance qui résulte de la combinaison de l'offre des facteurs de production (capital, travail, progrès technique). Autrement dit, c'est la croissance maximale qu'un pays peut atteindre lorsqu'il utilise tous ses

---

<sup>6</sup> Farid YAICI, Précis de finance internationale, Edition ENAG, 2008, p10

facteurs de production (population active, équipement, productivité) sans déclencher de l'inflation. Elle dépend donc de :

- La croissance de la population active occupée : qui dépend de la croissance démographique, c'est-à-dire de la croissance naturelle de la population<sup>7</sup>, du solde migratoire<sup>8</sup>, et du taux d'emplois de la population en âge de travailler.
- La croissance du stock de capital fixe : dépend des investissements (achat de nouveaux équipements durables, de nouveaux bâtiments et de nouveaux logiciels), de l'usure et de l'obsolescence (dépréciation ou consommation) du capital fixe.
- L'évolution du progrès technique : il est mesuré par la productivité globale des facteurs, qui dépend principalement du rythme des innovations.

**B. La croissance effective** : c'est la croissance réelle obtenue par le pays. Elle dépend essentiellement des variations de la demande globale qui comprend :

- **La consommation finale des ménages** : elle concerne tous les achats de biens et de services opérés par les ménages à l'exception du logement, qui dépend du revenu disponible qui est consacré à la consommation.
- **La consommation finale des administrations** : elle concerne tous les achats de l'Etat qui ne sont pas considérés comme des investissements, qui dépend des décisions de l'Etat en matière d'évolution des dépenses publiques ;
- **L'investissement en capital fixe des entreprises** : il concerne l'achat de biens d'équipement durables, de bâtiments et de logiciels, qui dépend de l'évolution de la demande, des profits réalisés et anticipés par la capacité des ménages et des administrations publiques à financer ;
- **Les exportations** : elles correspondent à la demande adressée aux pays par des non-résidents et qui dépendent de la compétitivité des produits nationaux vis-à-vis des produits étrangers et de la croissance du pouvoir d'achat des non-résidents;
- **La variation des stocks** : un stockage résulte d'une augmentation de la production, un déstockage contribue à son ralentissement.

**Hausse du PIB = Hausse de la CF + Hausse de la FBCF + Variation du Solde extérieur**  
+/-

<sup>7</sup> Croissance naturelle de la population = naissance – décès.

<sup>8</sup> Solde migratoire = immigration – émigration

### 1.2.2. Les facteurs qui conditionnent la demande de produits

Les déterminants de la demande de produits sont influencés par plusieurs facteurs. La production de biens et de services résulte de la combinaison de divers éléments tels que le travail, les actifs, et les moyens de production disponibles, comprenant le capital fixe et les ressources naturelles. En incluant les ressources naturelles et la terre dans le concept élargi de capital, on identifie principalement deux facteurs de production : le travail et le capital. Néanmoins, les économistes reconnaissent rapidement l'importance d'un troisième élément pour accroître l'efficacité de ces deux facteurs, à savoir le progrès technique.

**A. La croissance extensive :** se réfère à une augmentation durable de la production obtenue par une simple expansion des facteurs de production, à savoir l'augmentation de la quantité de travail et l'augmentation du stock de capital. Par exemple, doubler le nombre d'heures de travail effectuées et doubler le stock de capital aboutira à un doublement de la production.

#### ❖ La quantité de travail

Les économistes de l'école classique tels qu'Adam Smith, David Ricardo, Jean Stuart Mill, ainsi que Karl Marx, au XIXe siècle, soutiennent que le travail est le principal créateur de richesse, notamment dans le secteur industriel. Marx fait la distinction entre le travail en termes d'heures effectuées par l'ouvrier dans l'entreprise pour produire, sachant que la durée de travail est fixée par les propriétaires des moyens de production et réglementée par la loi depuis le début du XXe siècle (la durée légale du travail). Le travail comprend également la force de travail, c'est-à-dire les efforts physiques et intellectuels fournis par le travailleur, qui est rémunéré par un salaire en contrepartie.

Au niveau macroéconomique, le facteur travail se réfère principalement à la quantité de travail, englobant le nombre de travailleurs mobilisés dans une activité rémunérée (la population active occupée) et la durée annuelle effective du travail. La population active occupée correspond à l'emploi total, en ne considérant que le travail rémunéré.

L'expansion de la population active occupée dépend de plusieurs facteurs :

-Le premier facteur : est lié à l'ampleur et à la croissance de la population en âge de travailler (15-64 ans), influencée par la croissance naturelle et les flux migratoires. Une population jeune, dynamique sur le plan démographique et bénéficiant d'un solde migratoire positif, aura un potentiel de croissance supérieur à celui d'une population vieillissante.

-Le deuxième facteur : concerne le taux d'emploi : plus ce taux est élevé, plus la production est importante. Dans tous les pays, le taux d'emploi des jeunes diminue en raison de l'augmentation de la durée des études. En revanche, le taux d'emploi des personnes âgées augmente suite aux réformes des systèmes de retraite qui repoussent l'âge de départ à la retraite.

**Le taux d'emploi se calcule comme suit : Population active occupée / population en âge de travailler \* 100.**

-Le troisième facteur : à considérer est la durée annuelle effective du travail, qui représente les heures réellement travaillées. Cette durée dépend de plusieurs éléments, notamment la durée légale du travail, la durée conventionnelle du travail, et l'absentéisme des travailleurs (causé par des raisons telles que la maladie ou le congé maternité). Toute augmentation de la durée du travail devrait normalement se traduire par une hausse de la production. On observe généralement que la durée du travail est plus importante dans les pays émergents que dans les pays développés.

#### ❖ **La quantité du capital physique ou technique**

Le capital physique ou technique représente un ensemble de biens et de services utilisés dans le processus de production. Il se divise en deux catégories principales : le capital circulant, qui englobe les biens et les services utilisés et consommés dans la production, et le capital fixe, qui comprend les biens d'équipement durables, les structures immobilières et les logiciels utilisés sur une période d'au moins un an dans la production.

Pour évaluer la croissance économique d'un pays, les économistes néo-classiques se concentrent principalement sur le rôle du capital fixe dans le processus de production. La mesure du capital strictement parlant se réfère au stock de capital fixe détenu par les acteurs économiques d'un pays.

### **B. La croissance intensive**

#### ❖ **De la croissance extensive à la croissance intensive**

Robert SOLOW a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance en 1956. D'inspiration néoclassique, ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production (Y) résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (K) et de travail (L). Une fonction de

production est une formule mathématique qui met en relation le PIB obtenu et la quantité des deux facteurs mis en œuvre pour l'obtenir.

$$Y = f(K, L)$$

Ce modèle repose sur trois hypothèses :

- **La première hypothèse** : stipule que les rendements factoriels sont décroissants. Cela implique que lorsque la quantité d'un facteur de production est augmentée (par exemple, le nombre de travailleurs) sans augmentation concomitante de l'autre facteur (le capital), la productivité marginale de chaque travailleur supplémentaire est initialement élevée grâce à une meilleure spécialisation et une division du travail plus efficace. Cependant, cela atteint un point de saturation où trop de travailleurs dans l'atelier entraînent des rendements décroissants, ce qui signifie que la production augmente à un rythme de plus en plus lent.
- **La deuxième hypothèse** : stipule que les rendements d'échelle sont constants. Cela signifie que lorsque les deux facteurs de production sont augmentés dans la même proportion (par exemple, en doublant à la fois la quantité de travail et la quantité de biens d'équipement), la production augmente également dans la même mesure. Dans ce scénario, la croissance est extensive, ce qui signifie qu'elle dépend uniquement de l'augmentation de la quantité des facteurs de production.
- **La troisième hypothèse** : stipule que le marché des facteurs fonctionne selon les principes de la concurrence pure et parfaite. Les facteurs de production sont en compétition les uns avec les autres (atomicité), ils sont interchangeables et homogènes (capital et travail sont substituables), et ils sont mobiles et pleinement utilisés. Lorsque le chômage apparaît sur le marché du travail, la surabondance de l'offre par rapport à la demande entraîne une baisse du salaire réel, réduisant ainsi les coûts de production et augmentant les bénéfices des entrepreneurs. Cette situation les encourage à investir et à embaucher davantage de travailleurs excédentaires. En parallèle, certains travailleurs se retirent du marché car le salaire offert est jugé trop bas par rapport à la valeur de leur temps libre. Ainsi, le marché retrouve rapidement le plein emploi, le chômage n'étant que temporaire.

C'est donc l'augmentation de la productivité globale des facteurs (la PGF) qui va expliquer une bonne partie de la croissance obtenue. La productivité globale des facteurs peut se définir comme le rapport entre une production et les ressources mises en œuvre pour

l'obtenir. Elle permet de mesurer l'efficacité de la combinaison productive. La croissance de la productivité globale des facteurs est la partie de la croissance de la production qui n'est expliquée ni par la croissance de l'emploi, ni par la croissance du stock de capital productif.

- Le modèle néoclassique de SOLOW permet de faire trois prédictions :  
Il met en lumière l'importance cruciale du progrès technique dans le processus de croissance économique, ainsi que le rôle crucial de l'accumulation du capital dans sa propagation. Ce sont les améliorations de la productivité qui deviendront les principaux moteurs de la croissance future des nations développées et émergentes.
- Les nations moins avancées devraient afficher un taux de croissance plus élevé que les pays développés. Cette tendance découle de leur accumulation de capital relativement moindre, ce qui se traduit par des rendements décroissants moins prononcés. En d'autres termes, chaque augmentation de capital entraîne une augmentation de la production de manière proportionnellement plus significative que dans les économies avancées. Ainsi, on postule l'existence d'une convergence conditionnelle. Les récents progrès de la Chine et de l'Inde semblent confirmer cette théorie.
- En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production. Ce point correspond à l'état stationnaire de RICARDO. SOLOW note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

### ❖ Productivité du travail et la croissance intensive

La productivité évalue l'efficacité de l'utilisation des ressources de production et de leur combinaison. Mesurer la Productivité Globale des Facteurs (PGF) est complexe car il est ardu de quantifier précisément le capital et le travail utilisés. Pour la plupart des économistes, une approximation de la PGF se présente sous forme de résidu de croissance, c'est-à-dire la part de croissance qui ne s'explique pas par les changements dans la quantité de facteurs de production. Souvent assimilée au progrès technique, elle est difficile à cerner.

Face à ces défis de mesure, les économistes préfèrent se pencher sur la productivité apparente du travail. Cette dernière correspond à la quantité de biens ou à la valeur ajoutée générée par un travailleur dans un laps de temps donné, qu'il s'agisse d'une année ou d'une heure. Son caractère "apparent" réside dans la difficulté à attribuer la productivité observée uniquement aux efforts individuels des travailleurs.

**Productivité physique horaire** = Quantités produites/Quantité de travail

**Productivité physique par tête** = Quantités produites/Nombre de travailleurs

Si on raisonne en valeur ajoutée exprimée en unité monétaire, on parlera de productivité apparente du travail

**Productivité par tête apparente du travail** = PIB/Actifs occupés ou PIB/Emploi

**Productivité horaire apparente du travail** = PIB/Quantité de travail

**PIB** = Productivité par tête du travail \* Emploi

**PIB** = Productivité horaire du travail \* Emploi \* Durée annuelle du travail

Ainsi, il est possible de lier la production économique au niveau de productivité du travail. Cette relation repose sur deux principaux canaux de croissance du potentiel de production d'une économie : l'expansion de la main-d'œuvre disponible et de la durée annuelle effective du travail, ainsi que l'augmentation de la productivité du travail.

Les gains de productivité induisent une accélération de la croissance réelle en agissant à la fois sur l'offre et la demande de produits. D'une part, ils permettent de produire davantage avec le même nombre de travailleurs et de machines, stimulant ainsi l'offre. D'autre part, ils influent sur la demande en renforçant le pouvoir d'achat des consommateurs et en encourageant les investissements. Cette synergie alimente un cercle vertueux de croissance économique.

Les bénéfices de l'amélioration de la productivité sont répartis entre les travailleurs, qui peuvent réclamer des hausses salariales réelles, et les entreprises, qui voient leurs profits augmenter grâce à une augmentation des ventes et à des coûts unitaires de production réduits. Cette dynamique, tout en maintenant la compétitivité-prix des entreprises sur le marché, stimule la demande et la production.

En conséquence, l'État bénéficie de cette amélioration économique par le biais de recettes fiscales et sociales accrues, ce qui lui permet de mettre en œuvre des politiques de soutien à la croissance.

En conclusion de cette première partie, nous avons tenté de mettre en lumière les principaux aspects de la croissance économique. Passons maintenant à la deuxième section, consacrée à la typologie et aux modèles de croissance économique, où les nouvelles théories s'inspirent largement des courants de pensée économique plus anciens, notamment les classiques, les keynésiens et les néo-classiques. De plus, nous aborderons l'influence de deux économistes majeurs sur ces nouvelles théories.

## Section 2 : Typologie, théories et modèles de croissance économique

La plupart des ouvrages de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des événements économiques situent l'émergence de la croissance dès la première révolution industrielle. Cette notion fut initiée en 1776 par la perspective optimiste d'Adam SMITH sur les bénéfices de la division du travail. Au XIXe siècle, le thème de la croissance réapparaît dans les travaux de MALTHUS, RICARDO, et MARX. Cependant, ce n'est qu'au XXe siècle, notamment dans les années 1950, que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post-keynésiens (HARROD-DOMAR) et néoclassiques (SOLOW) ont suscité un débat intense sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 1970-80, la croissance a bénéficié d'un nouvel élan grâce à l'influence des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène.

### 2.1. Typologie de la croissance économique

La croissance économique peut revêtir diverses formes et manifestations qui reflètent les idées et la doctrine prédominante de l'époque, englobant ainsi une variété de courants de pensée.

La croissance peut donc prendre l'une des formes suivantes<sup>9</sup> :

- Croissance constante : croissance uniforme au même taux dans la durée ;
- Croissance croissante: croissance à taux progressif ;
- Croissance décroissante: croissance à taux dégressif ;
- Croissance exponentielle: croissance à taux beaucoup plus fort correspondant à l'évaluation d'une série selon une progression géométrique ;
- Croissance extensive: lorsqu'elle résulte de l'augmentation quantitative des facteurs mis en œuvre (travail, capital) ;
- Croissance intensive: lorsque l'augmentation de la production provient d'une utilisation plus efficace des facteurs de production.

<sup>9</sup> Jean-Yves CAPUL, L'économie et les sciences sociales, Hartier, Paris, 2004, p155.

Alors qu'auparavant, la croissance des années 1960 était largement perçue comme étant le résultat de l'accumulation des facteurs de production et d'un progrès technique extérieur rendant ces facteurs de plus en plus productifs au fil du temps, l'attention s'est désormais tournée vers la manière dont l'évolution de cette productivité totale des facteurs pouvait être liée à diverses "externalités" présentes dans la plupart des économies, ainsi qu'à l'acquisition de connaissances et à l'éducation. Dans ce cadre élargi, le taux de croissance à long terme d'une économie n'est plus déterminé par un taux de progrès technique extérieur, mais par le comportement de l'ensemble des agents impliqués dans l'accumulation des facteurs de production et des connaissances. Cette dynamique diffère de celle présentée dans le modèle néoclassique, tel que le modèle de SOLOW, où cette évolution n'était envisagée que sur ce que l'on appelait le "sentier de transition".

Ce nouveau paradigme entraîne également d'importantes implications pour l'analyse de la relation entre l'équité et la croissance, offrant un nouvel éclairage sur la célèbre hypothèse de KUZNETS. Selon cette hypothèse, l'inégalité augmente au début du processus de développement, puis diminue une fois qu'un certain point de retournement est atteint. Certains modèles théoriques récents dans la littérature sur la croissance confirment cette relation entre la distribution du revenu, le bien-être et le stade de développement économique, tout en proposant de nouvelles explications à ce phénomène<sup>10</sup>.

### 2.2.1. Les approches traditionnelles de la croissance économique

A travers ce point intitulé les approches traditionnelles de la croissance économique, nous allons nous intéresser aux premières réflexions de la croissance économiques, principalement la doctrine classique, marxiste et keynésienne

**A. L'approche classique :** incarnée par les pionniers de l'économie politique moderne, a jeté les bases d'une théorie de la croissance. Adam SMITH (1776) et David RICARDO (1819) ont tous deux conceptualisé la croissance économique comme le résultat de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de l'augmentation de la quantité d'instruments de production disponibles pour les travailleurs. Selon SMITH ; cette accumulation se traduit par une augmentation de la richesse par habitant. Toutefois, les classiques adoptent une perspective plutôt pessimiste à long terme : ils envisagent que la croissance finira par

---

<sup>10</sup> François BOURGUIGNON, Equité et croissance économique, Revue française d'économie volume 13, n°3, France, 1998, p.2

s'arrêter et se stabiliser dans un "état stationnaire". Cette prédiction découle de l'évolution de la répartition du revenu national induite par l'accumulation des facteurs de production.

Les facteurs sont au nombre de trois : le travail, le capital et la terre.

- ❖ Le travail est compensé par un salaire, qui doit être au moins égal au niveau de subsistance. Lorsqu'il dépasse ce niveau, cela stimule la croissance démographique, laquelle, à son tour, relâche la pression sur le marché du travail, ramenant ainsi le salaire à son seuil de subsistance. Ce processus de régulation démographique, central dans la théorie de MALTHUS, est également observé chez la plupart des penseurs classiques.
- ❖ La terre représente un élément fixe, incapable d'accumulation contrairement à d'autres facteurs. En conséquence, elle génère une rente pour ses propriétaires. RICARDO reprend spécifiquement la théorie de la rente différentielle établie par MALTHUS, selon laquelle le prix des produits agricoles correspond au coût de production sur les terres les moins productives, appelées terres "marginales". Si ce prix est supérieur au coût de production sur ces terres marginales, il devient profitable de cultiver des terres encore moins productives. En revanche, si le prix est inférieur au coût de production, ces terres deviennent déficitaires et seront abandonnées rapidement. La rente issue d'une terre est donc la différence entre son coût de production et le prix du marché, c'est-à-dire le coût de production sur la terre la moins productive.
- ❖ Le capital est rétribué par le profit, qui se présente comme le solde restant du revenu national après avoir rémunéré les travailleurs et les propriétaires fonciers. Le profit est le moteur de l'accumulation du capital, devant dépasser un seuil minimum (strictement positif) pour inciter les capitalistes à investir. Il constitue également la principale source de financement des investissements. L'épargne, qui alimente l'investissement, provient principalement des capitalistes, tandis que les salariés (qui sont souvent contraints à des dépenses essentielles) et les propriétaires fonciers (qui ont tendance à dépenser leur revenu dans des activités de luxe non productives) consomment la totalité de leurs revenus. Selon les économistes classiques, l'accumulation du capital résulte donc de l'investissement du surplus, c'est-à-dire de la portion du produit qui n'est pas consommée<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> D.GUELLEC, et P RAPPEL, Les nouvelles théories de la croissance, Edition La Découverte, Paris, 2000, P 26-29

Les premières analyses du développement de long terme, n'apparaissent guère qu'avec la révolution industrielle, période de grands bouleversements, mais les classiques Adam SMITH, RICARDO, MALTHUS, MILL ne prennent guère en compte le progrès technique.

La loi de Malthus postule une croissance exponentielle de la population, bien plus rapide que celle des ressources alimentaires disponibles, entraînant ainsi la mise en culture de terres de moins en moins fertiles, conformément à la loi des rendements décroissants. Cette situation conduit à une augmentation de la rente foncière, tandis que les travailleurs se retrouvent réduits au strict minimum vital. Cette répartition du revenu national se fait au détriment du taux de profit, ce qui diminue l'incitation à investir. Par conséquent, à long terme, le système économique tend vers un état stationnaire.

Stuart MILL, est le dernier représentant de l'école classique pense que de ce fait, l'homme pourra alors se consacrer à la culture des arts et au progrès moral.

**B. La conception Marxiste :** K.MARX propose une autre perspective dynamique en intégrant le progrès technique dans l'évolution à long terme, ce qui constitue une première dans son analyse. Selon lui, le processus contradictoire d'accumulation capitaliste, caractérisé par un accroissement du poids du processus de production, entraînera une diminution du taux de profit, provoquant ainsi des crises de plus en plus graves et éventuellement la révolution et la chute du capitalisme. MARX émet également des intuitions profondes sur les crises, mettant en avant un défaut de coordination entre la production de biens de production et celle de biens de consommation. Il souligne l'aspect endogène des crises, lié à l'épuisement de la réserve de main-d'œuvre (la diminution du chômage), qui modifie la répartition du revenu national au détriment des capitalistes dont les profits décroissent. Cette évolution entraîne des changements dans les caractéristiques de l'appareil productif et dans la composition organique du capital, ce qui conduit à la célèbre loi de la baisse tendancielle du taux de profit<sup>12</sup>.

**C. La conception keynésienne :** Le modèle HARROD-DOMAR a été décrit comme une théorie de croissance équilibrée, où le PIB et ses composantes (la demande globale) augmentent à un taux constant. Selon ce modèle, la croissance équilibrée est réalisable uniquement si l'augmentation de l'investissement correspond à un taux de croissance du

---

<sup>12</sup> Karl MARKS, le capital réimpression, Edition Sociales vol 8, 1978, p 10

PIB, appelé taux nécessaire ou taux garanti, nécessaire pour maintenir le plein-emploi. Ce taux garanti correspond à une demande qui croît au même rythme que les capacités de production. En d'autres termes, dans une croissance équilibrée, le capital et la production augmentent à un taux régulier. Cependant, dans une économie de marché, rien n'assure que le taux de croissance effectif soit identique au taux de croissance nécessaire, car les agents économiques qui produisent et ceux qui forment la demande ne sont pas les mêmes et prennent leurs décisions de manière non coordonnée. Si ces deux taux diffèrent, l'économie devient instable. Cette conclusion est résumée par la célèbre métaphore du fil du rasoir dans le modèle HARROD-DOMAR; indiquant qu'il suffit de peu pour que des déséquilibres apparaissent.

### 2.2.2. Les théories contemporaines

Les différentes théories contemporaines sont :

**A. La théorie néo-classique de SOLOW (1956) :** En 1956, Solow répond aux prédictions pessimistes de HARROD en développant un modèle qui génère un déplacement temporel de l'équilibre économique, entraînant une croissance continue du niveau d'activité. Ce cheminement d'équilibres, appelé sentier de croissance, est plus stable, ce qui signifie que si l'économie s'en éloigne à un moment donné pour une raison quelconque, elle y retournera ultérieurement. Pour parvenir à ce résultat, Solow abandonne l'hypothèse de rigidité de la technique de production, maintenue par HARROD. De plus, il suppose que, à chaque instant, les décisions anticipées d'épargne et d'investissement concordent. Ainsi, le problème de coordination des agents privés est résolu dès le départ, et le plein emploi des facteurs de production est atteint. Le modèle de SOLOW dynamise ainsi le modèle statique néoclassique.

Ce modèle décrit un monde où un seul bien est présent, servant à la fois à la production et à la consommation, et produit à partir de lui-même et du travail selon une fonction de production représentée par :

$$Q_t = F(K_t, N_t, t) \dots \dots \dots (1).$$

**Q** est le niveau de la production, **K** celui du stock de capital, **N** celui de l'emploi. L'indice **t** représente le temps.

Par hypothèse, cette fonction possède un ensemble de caractéristiques qui garantissent l'existence, l'unicité et la stabilité de l'équilibre. La principale de ces hypothèses stipule que le rendement marginal du capital diminue à mesure que le capital augmente. En économie fermée, l'investissement est défini comme étant égal à la part de la production qui n'est pas consommée (l'épargne), et l'évolution du capital est décrite par l'équation suivante (où  $d$  représente le taux de dépréciation du capital, supposé constant, et  $s$  le taux d'épargne) :

$$\dot{K}_t = s Y_t - d K_t \dots \dots \dots (2).$$

On note  $x = dx/dt$  l'accroissement de  $x$  au cours du temps.

Une troisième relation, d'ordre économique, permet de boucler le modèle. Elle postule que le taux d'épargne est constant au cours du temps. On obtient alors l'équation (3) qui décrit l'évolution du capital:

$$\dot{K}_t = s F(K_t, N_t, t) - d K_t \dots \dots \dots (3)$$

L'accumulation du capital résulte de la différence entre l'investissement et le déclassement, ce dernier étant une proportion constante du capital en place. L'investissement, quant à lui, correspond à ce qui reste de la production une fois la consommation soustraite. Étant donné que le taux d'épargne reste constant, il représente une fraction invariable de la production.

La fonction  $F$  est conçue de telle sorte que le rendement marginal du capital diminue à mesure que le niveau de capital installé augmente par rapport à la quantité de main-d'œuvre disponible. Autrement dit, lorsque le niveau de capital dans l'économie est faible, la partie de la production consacrée à l'investissement contribue fortement à accroître le capital. Cependant, à mesure que le capital devient plus abondant, cette contribution diminue. En fin de compte, lorsque la quantité de capital tend vers l'infini, sa productivité marginale atteint zéro.

**B. La théorie néo-keynésienne D'HARROD et DOMAR (1947) :** Vers la fin des années trente, plusieurs auteurs, principalement DOMAR en 1942 et HARROD en 1947, ont prolongé les analyses de KEYNES sur le long terme en intégrant l'accumulation du capital et du travail. Selon KEYNES en 1936, le fonctionnement spontané des économies de marché conduit presque inévitablement au chômage pour deux raisons : les rigidités nominales qui entravent l'ajustement des salaires et des prix, et les défauts de coordination

qui conduisent les agents à avoir des anticipations de dépenses dont la somme (la demande effective) ne permettra pas l'utilisation maximale des capacités de production, notamment de la main-d'œuvre. Ces mécanismes sont applicables au court terme, où les capacités de production sont fixées.

HARROD et DOMAR étendent cette analyse en se concentrant davantage sur la stabilité de la croissance que sur ses sources. Ils se montrent très pessimistes quant à la possibilité d'une croissance durable garantissant le plein emploi, mais ils n'attribuent pas cela à des facteurs techniques tels que les rendements d'échelle décroissants. Au contraire, ils pointent les problèmes de rigidités et de coordination identifiés par KEYNES. En particulier, l'absence de mécanismes permettant aux agents de communiquer leurs projets d'investissement et de coordonner leurs anticipations de demande est mise en avant. Ils se distinguent ainsi des nouvelles théories axées sur la technologie, tout en partageant certaines similitudes, notamment en retenant une fonction de production avec des rendements d'échelle non décroissants ( $Q_t = A K^T$ ). Par ailleurs, les problèmes de coordination sont réintroduits dans les nouvelles théories, reconnaissant que l'équilibre décentralisé peut être sous-optimal. Bien que la nature de l'instabilité de l'équilibre diffère de celle envisagée par HARROD et DOMAR, le message général demeure le même : le marché n'est pas parfaitement efficace pour réguler les mécanismes d'accumulation.

### 2.2.3. Les théories de la croissance endogène

Les théories de la croissance endogène perçoivent la croissance comme un processus économique. Elle découle des investissements réalisés par des acteurs motivés par le profit. Le taux de croissance de l'économie est influencé à la fois par les comportements des acteurs et par des variables macroéconomiques. Ces différentes approches de la croissance endogène mettent en évidence la divergence des nouveaux modèles par rapport à la théorie néoclassique de la croissance. Ce renouvellement des théories de la croissance s'inspire des avancées de l'économie industrielle, tout comme cela avait été le cas au début des années quatre-vingt pour les théories du commerce international. Il offre ainsi un nouvel éclairage sur les liens entre la théorie de la croissance et la théorie des cycles économiques, ainsi que sur les enjeux du développement.

### 2.2.4. La nouvelle théorie de la croissance économique

L'avènement de la théorie de la croissance depuis le début des années quatre-vingt a été suivi par l'émergence de l'analyse empirique des déterminants à long terme de la croissance. L'objectif principal était de rester cohérent avec les hypothèses fondamentales des nombreux modèles théoriques de la croissance endogène.

Le problème le plus examiné concerne certainement la "convergence". Selon le paradigme néoclassique, et en supposant que le taux de croissance à long terme du progrès technologique exogène soit le même entre les pays, la décroissance du produit marginal du capital devrait conduire à une convergence, sous réserve d'un taux d'accumulation de capital physique et humain donné, ainsi que d'un taux de croissance de la population donné.

Les taux de croissance du PIB sont alors une fonction décroissante du niveau de capital humain et physique par habitant, ou équivalents au niveau du PIB par habitant. En revanche, si la décroissance du produit marginal de tous les types de capitaux peut être compensée par des externalités, comme dans les nouveaux modèles de croissance, il ne devrait pas y avoir de tendance systématique à la convergence. Les résultats empiriques obtenus jusqu'à présent ne sont pas particulièrement convaincants.

Initialement, la plupart des régressions transversales sur les taux de croissance observés dans divers pays sur des périodes de temps considérables après la guerre semblaient confirmer le paradigme néoclassique de la convergence. Cependant, l'absence de convergence globale pourrait être interprétée comme une confirmation des prédictions des nouvelles théories de la croissance. Le problème réside dans le fait que ces techniques non paramétriques ne permettent pas de conditionner les taux de croissance à long terme en fonction des déterminants de la croissance présents à la fois dans le modèle néoclassique et dans les nouveaux modèles de croissance, notamment les taux d'accumulation du capital physique, technologique et humain.

En conclusion, l'accumulation des facteurs conventionnels comme le capital physique humain et technologique ne rend compte que d'une fraction des différences observées dans les taux de croissance entre les pays et entre les périodes, mais on comprend toujours mal les changements dans la productivité totale des facteurs.

### 2.3. Les modèles de croissance économiques

Les modèles de croissance économiques ont suscités de nombreuses interrogations parmi les chercheurs en sciences économiques, au cours de ce troisième point dédié à ces modèles, nous allons retenir les travaux de HARROD et SOLOW, puis ceux de BARRO.

#### 2.3.1. Le modèle de HARROD et SOLOW

Il est notable qu'une partie de la nouvelle théorie de la croissance puisse rétrospectivement servir à réconcilier les fondements de la croissance. Ce modèle, capable d'expliquer une longue phase transitionnelle accompagnée d'un certain chômage structurel, s'avère pertinent pour décrire la croissance dans les pays en développement. Cependant, ses caractéristiques de déséquilibre à long terme ne sont pas satisfaisantes.

Deux solutions ont été proposées presque simultanément. La première, avancée par KALDOR en 1956, considère que le taux d'épargne est endogène et peut varier en fonction de la répartition des revenus entre travail et capital. Ainsi, la croissance d'équilibre n'est cohérente à long terme qu'avec une distribution spécifique des revenus. La seconde solution, présentée par SOLOW en 1956, consiste à rendre la productivité du capital endogène plutôt que le taux d'épargne. Pour cela, il est nécessaire de supposer une substituabilité entre capital et travail, et que le plein emploi des deux facteurs soit établi par la concurrence. En dehors de cet équilibre de long terme, sur les "sentiers de transition", le taux de croissance dépend alors réellement de paramètres comportementaux ou techniques qui néanmoins n'influent pas sur l'équilibre à long terme.

Ainsi, les différences observées dans les taux de croissance à long terme entre différents pays devraient refléter principalement des disparités dans le progrès technologique exogène plutôt que dans les paramètres de comportement comme le taux d'épargne. Toutefois, il n'y a aucune raison de supposer que le progrès technologique évolue à un rythme très différent d'un pays à l'autre, ce qui signifie que les différences observées dans les taux de croissance à long terme ne peuvent être expliquées par les modèles précédents, à moins que l'hypothèse selon laquelle tous les pays sont à l'équilibre de long terme ne soit écartée.

### 2.3.2. Le modèle de croissance endogène (Modèle de BARRO 1990)

Aujourd'hui, c'est la croissance endogène qui joue un rôle déterminant dans la croissance à long terme, où le taux de croissance est influencé par les politiques publiques et d'autres facteurs tels que le rythme du progrès technique.

Les théories de la croissance endogène ont apporté un renouveau considérable à l'analyse néoclassique de la croissance en intégrant les sources de cette dernière. Un exemple de modèle de croissance endogène est celui de BARRO, qui met en avant le rôle du capital public comme moteur de la croissance. Selon le principe de BARRO, les dépenses visant à créer des infrastructures telles qu'un réseau de télécommunications, une ligne de chemin de fer ou une autoroute améliorent l'efficacité de l'activité productive des entreprises privées. En plus de leur impact positif sur la productivité du capital privé, ces dépenses d'investissement génèrent également des externalités. Une externalité désigne une situation où un agent économique influe, sans en avoir l'intention, sur la situation d'autres agents, même s'ils ne sont pas directement impliqués dans la décision initiale.

En définitive, les entreprises privées utilisent donc deux types de facteurs pour produire le capital public et le capital privé.

- Le capital privé qui à des propriétés usuelles, il connaît des rendements décroissants, comme présenté dans le modèle de SOLOW (1956). Ces rendements décroissants du seul facteur cumulables vont entraîner un arrêt de la croissance ;
- Le capital public où les dépenses sont financées par l'État, ces dépenses sont totalement financées par l'imposition, soient proportionnelles au revenu.

D'après BARRO, le financement des dépenses publiques a deux effets qui sont opposés à savoir :

- ✓ Le premier où le capital public rend plus productif le capital privé et évite, quand le revenu augmente, que sa productivité marginale s'annule progressivement.
- ✓ Un deuxième effet est que l'impôt requis pour financer ces dépenses exerce une pression sur la productivité, car il diminue le rendement privé et retire une partie des revenus des entreprises issus de leurs activités.

Ainsi, les dépenses publiques favorisent la croissance du revenu, et cette croissance du revenu alimente à son tour l'expansion de la base fiscale. Cela entraîne une augmentation

des dépenses publiques qui, à leur tour, soutiennent l'accumulation du capital. Sur une trajectoire de croissance régulière, le rapport entre les dépenses publiques et le revenu reste stable et équivaut au taux d'imposition.

En résumé, les dépenses publiques d'infrastructure ont un double effet sur l'activité économique : un effet à court terme sur la demande, se traduisant par un effet multiplicateur, et un effet à long terme sur la croissance économique, se manifestant par une amélioration des rendements du capital<sup>13</sup>.

La présentation du modèle de BARRO:

BARRO fait apparaître, dans le processus de production les dépenses publiques d'investissement, et par conséquent mettre en évidence un lien explicite entre la politique gouvernementale et la croissance économique de long terme dans un cadre de croissance endogène. BARRO présente sa fonction de production sous forme d'une équation GOBBDOUGLAS définie par :

$$Y = ALK^{1-a} K^a G^b$$

**L** : représente le niveau de l'emploi à la date t.

**K** : est le stock de capitaux privés à la date

Les deux paramètres « a » et « b », sont des élasticités de la production par rapport au stock de capitaux privés et public. Les dépenses publiques sont financées par un impôt proportionnel à la production avec un taux constant :

$$G = u Y \quad \text{avec } u : \text{taux d'imposition}$$

Ce modèle développe les hypothèses suivantes :

- On suppose que la fonction de production comporte deux inputs : le capital et les dépenses publiques productives ;
- L'État taxe les revenus de l'économie à un taux tel que les dépenses publiques ;
- Pour simplifier, il suppose que le taux de croissance de population est nul ;
- L'agent représentatif cherche à maximiser une fonction de consommation inter temporelle

<sup>13</sup> Eric BOSSERELLE, Les nouvelles approches de la croissance et du cycle, Edition Dunod, Paris, 1999, P145.

Si on considère qu'une part du revenu est captée par l'État alors l'agent représentatif ne dispose que d'une part  $(1-u)$  pour pouvoir, investir et consommer.

L'investissement par tête est donc la part du revenu net d'impôt non affecté à la consommation.

Dans son analyse, BARRO souligne que l'excès de taxation peut avoir un effet néfaste sur les recettes fiscales, un principe similaire à celui évoqué par LAFFER. En d'autres termes, lorsque le taux d'imposition augmente, l'épargne diminue pour les individus représentatifs, ce qui entraîne une baisse de leurs investissements. Par conséquent, la base fiscale se réduit, ce qui conduit à une diminution des revenus de l'État<sup>14</sup>. En résumé, les nouvelles théories de la croissance mettent en lumière, dans certaines conditions, le potentiel des politiques publiques à influencer à la fois l'économie micro et macroéconomique. Ces théories réactualisent ainsi des concepts déjà bien établis qui ont longtemps été au cœur des débats en matière de planification économique.

---

<sup>14</sup> Ahmed ZEKANE, Dépenses publiques productives croissance a long terme et politique économique, Thèse de doctorat. Faculté des sciences de gestion et des sciences d'économie, 2002-2003 P 102

## Section 3 : croissance économique en Algérie

L'Algérie, nation riche en ressources naturelles et culturelles, a connu une évolution économique marquée au fil des décennies. Le pays a traversé différentes phases de développement économique, caractérisées par des politiques et des réformes visant à stimuler la croissance et à diversifier son économie. Ces efforts ont été influencés par des facteurs internes et externes, notamment la fluctuation des prix des matières premières, les pressions démographiques et les défis politiques. Malgré les défis rencontrés, l'Algérie a fait preuve de résilience et a réalisé des progrès significatifs dans plusieurs secteurs, contribuant ainsi à sa trajectoire de croissance économique.

### 3.1. Analyse des périodes de la croissance économique

L'Algérie a connu d'importantes évolutions dans son économie, passant d'une économie planifiée à une transition vers une économie de marché. Cette transition a été caractérisée par une série de réformes, notamment :

- La période de l'industrialisation et de la croissance économique de 1962 à 1988.
- La période des réformes et des ajustements structurels entre 1989 et 2000.
- La période de relance économique de 2001 à 2014.
- La période de bas prix du pétrole et pandémie de Covid-19 de 2015 à 2022.

Puisque nos recherches portent sur la période de 1980 jusqu'à 2022. Nos recherches se concentreront sur les étapes de cette période ;

#### 3.1.1 La phase d'attente et de fabrication de 1962 à 1988

La croissance économique au cours de cette période a été caractérisée par deux phases.

**A. Phase d'attente 1962 - 1966** : L'Algérie a connu une croissance économique modeste (- 68,19 %) <sup>15</sup> après son récent accès à l'indépendance, caractérisée par une faiblesse des fondamentaux financiers et la destruction des infrastructures essentielles pour amorcer la croissance économique. La nationalisation des terres urbaines a rapidement augmenté en 1963. Cette période a été marquée par l'indépendance de l'Algérie et un vide en termes de théorie économique et de modèle de croissance à suivre.

---

<sup>15</sup> Rapport de la banque d'Algérie

**B. Phase industrielle de 1967 à 1988** : Cette période a été marquée par des fluctuations importantes du taux de croissance économique réel, expliquées par les fortes fluctuations des prix du pétrole et les nombreuses crises financières mondiales qui ont à leur tour influencé la demande mondiale d'énergie. Nous notons une augmentation du taux de croissance réel en 1974<sup>16</sup>, estimé à (49,47 %), expliqué par les répercussions de la guerre arabo-israélienne et les fortes hausses des prix du pétrole. En 1980, ce taux est tombé à 7,90 %, ce qui a été appelé le deuxième choc pétrolier en raison de la guerre entre l'Irak et l'Iran et des prix du pétrole atteignant des niveaux record. Cependant, ces prix ont chuté pendant la crise financière de 1986, ce qui a entraîné une forte baisse du taux de croissance à des niveaux elle a atteint un faible taux de croissance de 0,4 % en plus des années 1987 et 1988, au cours desquelles une baisse notable des taux de croissance, estimée à 0,7 % et 1 % respectivement, a entraîné une crise économique en Algérie.

### 3.1.2 La phase des réformes et des ajustements structurels de 1989 à 2000.

Le contexte historique du processus de réforme en Algérie se divise en trois étapes fondamentales.

**A. La phase des réformes modérées 1989 à 1991** : Suite à la reprise des prix du pétrole pendant la guerre du Golfe, le taux de croissance est passé à 4,4 % en 1989, et en 1990, il est tombé à 4 % par rapport à 1989<sup>17</sup>.

**B. La phase d'hésitation et de recul dans les réformes de 1992 à 1993** : Pendant cette période, le processus de réforme a été caractérisé par des hésitations et un relâchement quant à la politique économique, tandis que les déséquilibres économiques ont refait surface. Ainsi, le rythme des réformes économiques s'est ralenti en raison de la dépréciation de la monnaie et de l'aggravation des déséquilibres. Les dépenses publiques ont augmenté pour atteindre 2 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que l'investissement a diminué de plus de 10 % du PIB. En ce qui concerne les déséquilibres financiers, le budget de l'État a enregistré un déficit de 100 % en 1993 en raison de la non-ajustement du taux de change, qui a réduit les recettes des exportations pétrolières, ainsi que la généralisation des subventions gouvernementales aux biens de consommation, représentant 5 % du PIB en 1992-1993<sup>18</sup>. De plus, l'assouplissement de la politique de resserrement budgétaire a eu un impact sur les évolutions monétaires. En raison de

<sup>16</sup> Plan de développement de l'époque qui était de réaliser une industrie industrialisant débuté durant les années 70

<sup>17</sup> Rapport de la banque d'Algérie

<sup>18</sup> Selon les données de ONS

l'aggravation de la crise économique, sociale et sécuritaire, ainsi que de la baisse des prix du pétrole, cela a eu un impact négatif sur la croissance économique, qui s'est élevée à 1,2 % en 1993.

**C. La phase des réformes économiques accélérées de 1994 à 2000** : L'Algérie a réussi à renouer avec une croissance économique positive après une série de taux négatifs de 1987 à 1994, à l'exception de l'année 1989 avec une croissance de 4,4 % et une croissance de 5,1 % en 1998, bien que cette croissance ne soit pas suffisante pour éliminer les effets négatifs des réformes en termes de chômage croissant et de propagation de la pauvreté. Ensuite, il y a eu une nouvelle baisse en 1999 et 2000, à des taux respectifs de 3,2 % et 2,2 %, et l'une des raisons de cette baisse est la diminution du volume des investissements, qu'ils soient publics ou privés. L'investissement en général en Algérie pendant cette période était caractérisée par une prédominance du secteur des hydrocarbures en tant que principale source de croissance économique en Algérie. La croissance économique du secteur des hydrocarbures était de 2,5 %, tandis que la croissance économique moyenne hors hydrocarbures était de 2,2 %, ce qui reflète la dépendance de l'économie algérienne au secteur des hydrocarbures.

**3.1.3 La phase de redressement économique de 2001 à 2014** : Cette période a été utilisée pour relancer l'activité économique grâce à une politique financière orientée vers le développement, marquée par une augmentation des dépenses publiques dans le cadre du Plan de soutien à la relance économique. Ainsi, la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut a atteint 28,31 % en 2003, avec un taux de croissance économique de 6,8 %. Pour la période 2005-2009, les taux de croissance ont connu des fluctuations, et dans la période de 2010 à 2014, il est tombé à 3,3 %<sup>19</sup>.

<sup>19</sup> Banque mondiale (2020) : rapport de suivi de la situation économique. P144-145

### 3.1.4 La phase de bas prix du pétrole et pandémie de Covid-19 de 2015 à 2022

Divisé en deux parties

#### A. Effondrement des prix du pétrole (2015-2019)

En 2015, l'Algérie a été confrontée à une forte baisse de ses revenus pétroliers (-43,71 %), ce qui a considérablement aggravé le déficit de sa balance commerciale. Au premier trimestre de la même année, la balance des paiements a atteint un niveau record de -10,72 milliards de dollars. Des difficultés pourraient survenir d'ici 2017-2018 concernant le paiement des salaires des fonctionnaires et le maintien des importations.

Pour remédier à cette situation, les autorités ont adopté un ensemble de mesures correctives dans le cadre de la loi de finances de 2016, basée sur l'hypothèse d'un prix moyen du pétrole à 35 dollars le baril. Cette loi prévoyait une réduction des dépenses de 9 %, principalement dans les investissements en biens d'équipement, ainsi qu'une augmentation des recettes fiscales de 4 %.

Malgré ces efforts, l'économie algérienne reste fortement dépendante des hydrocarbures, ce qui se traduit par une réduction de la balance des paiements, avec un déficit atteignant 15,82 milliards de dollars en 2018, contre 21,76 milliards en 2017<sup>20</sup>.

En septembre 2019, le magazine français Le Point aurait suggéré que l'Algérie était proche d'une cessation de paiements, en raison de l'augmentation des dépenses publiques dépassant les 70 milliards de dollars (soit une augmentation de 12 %) et de la diminution des réserves de change, passées de 200 milliards en 2014 à près de 60 milliards en 2019. Toutefois, cette situation ne s'est pas concrétisée.

#### B. Pandémie de Covid-19 et crise énergétique de 2020 à 2022

La pandémie de Covid-19, qui a frappé l'Algérie au début de 2020 comme de nombreux autres pays, a eu un impact significatif sur l'économie mondiale. L'Algérie, étroitement liée à cette économie, en particulier grâce à ses revenus pétroliers, a pleinement ressenti cette crise, nécessitant ainsi l'élaboration de stratégies d'adaptation urgentes. Les répercussions de la pandémie ont touché presque tous les secteurs productifs, entraînant une

---

<sup>20</sup> Selon la banque mondiale (2020)

détérioration des indicateurs économiques. Les mesures prises pour endiguer la propagation du virus, telles que les confinements, les restrictions sanitaires strictes et la fermeture des frontières, ainsi que le ralentissement voire l'annulation des investissements et la baisse des cours du pétrole, ont contraint le gouvernement à réduire de 30 % le budget de fonctionnement de l'État.

En février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a bouleversé l'équilibre économique mondial, provoquant une crise énergétique mondiale. L'augmentation des prix du pétrole et du gaz naturel a fait de l'Algérie l'un des principaux bénéficiaires de cette crise.

En 2022, l'Algérie est le premier producteur de gaz naturel en Afrique et le septième dans le monde. En début janvier 2022, la société nationale Sonatrach avait annoncé son intention d'investir 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026 dans divers secteurs liés à l'exploration, à la production et au raffinage du pétrole, ainsi qu'à la prospection et à l'extraction de gaz.

À la fin de décembre 2022, l'Assemblée nationale algérienne a approuvé à une large majorité le projet de budget 2023, d'un montant de 99 milliards de dollars, dont 23 milliards de dollars alloués au ministère de la Défense. Ce budget représente le plus important de l'histoire du pays depuis son indépendance en 1962. Le 25 décembre 2022, le président algérien a signé la Loi de finances pour l'année 2023, qui prévoit un taux de croissance de 4,1 %, une inflation de 5,1 %, des exportations de 46,3 milliards de dollars, des importations de 36,9 milliards de dollars et des réserves de change de 59,7 milliards de dollars.

## **Conclusion**

À la clôture de ce deuxième chapitre, dédié à l'exploration de la croissance économique ainsi qu'aux multiples théories et modèles élaborés à travers les époques, nous pouvons conclure que la croissance économique se définit comme une augmentation durable et soutenue de la production globale d'une économie, généralement mesurée à travers le PIB. Nous retenons également deux catégories de facteurs influençant cette croissance : ceux liés à l'offre et ceux liés à la demande. En synthèse, toutes les théories exposées au cours de ce chapitre convergent vers l'idée que la croissance économique constitue un indicateur fondamental du développement économique d'un pays.

# Chapitre 3

**Étude empirique sur l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique**

## **Chapitre 3 : étude empirique sur l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique**

### **Introduction**

Parmi les indicateurs cruciaux de la politique économique qui synthétisent les équilibres interne et externe d'un pays, (on compte le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation, les recettes et les dépenses publiques, ainsi que les prix du baril de pétrole etc.)

Cette recherche vise à examiner de manière empirique la corrélation entre la croissance économique et la politique budgétaire dans le contexte d'une économie ouverte, en se concentrant particulièrement sur l'Algérie. Cette étude revêt une importance particulière en raison des caractéristiques distinctives de l'économie algérienne, largement tributaire des revenus pétroliers.

L'économie algérienne, en tant qu'économie pétrolière, dépend fortement des recettes de l'industrie pétrolière, avec les exportations d'hydrocarbures représentant jusqu'à 65% de ses recettes budgétaires. Dans ce contexte, il est impératif d'analyser les liens entre le PIB constant et les recettes ainsi que les dépenses publiques, en tenant compte des particularités d'une économie rentière telle que celle de l'Algérie.

Pour ce faire, nous adoptons la méthodologie du décalage distribué autorégressif (ARDL), permettant d'analyser les relations à court et à long terme entre les variables. Cette approche nous aidera à mieux appréhender l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie.

Dans la première section, nous présenterons la méthodologie utilisée, comprenant l'approche ARDL, les variables sélectionnées, ainsi que les spécifications et hypothèses du modèle. Ensuite, une analyse descriptive des variables et de leur évolution graphique sera effectuée.

Dans la deuxième section, nous testerons empiriquement l'existence d'une relation entre la croissance économique et la politique budgétaire en Algérie. Nous évaluerons également la présence d'une causalité entre ces deux variables, afin de mieux comprendre l'impact de la politique budgétaire sur la dynamique économique de l'Algérie.

## **Section 1. Choix des variables et méthodologie de l'étude**

Notre analyse s'appuie sur une série de régressions ayant comme variable dépendante (endogène) le PIB constant et comme variables indépendantes (exogènes), les recettes et les dépenses budgétaires ainsi que d'autres variables de contrôle sont introduites. En particulier, pour tenir compte de certaines spécificités de l'économie algérienne (essentiellement basés sur sa dépendance aux hydrocarbures), la présente section décrit l'ensemble de ces variables et la structure de l'échantillon

sur lequel ces variables sont mesurées, à savoir : la méthodologie économétrique adoptée ainsi qu'une analyse des statistiques descriptives des variables et leur évolution graphique.

### **1.1. Données et variables**

#### **1.1.1. Le choix des variables**

Les variables et les procédures économétriques sont choisies en fonction des travaux empiriques mentionnés ci-dessus, notamment ceux appliqués aux pays pétroliers en développement qui présentent relativement les mêmes caractéristiques que l'économie algérienne.

Ainsi, nous avons identifié quatre variables. Le PIB constant ; le prix de baril ; les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires. Les données utilisées sont annuelles et couvrent la période de 1980 à 2020. Les bases de données utilisées sont la base de données de la Banque Mondiale (Indicateurs du Développement Mondial), le Fonds Monétaire International (FMI, IFS) et l'Office des Finances Nationales. Statistiques (ONS)<sup>1</sup>.

Les quatre variables identifiées sont :

DEP : les dépenses publiques (en dollar)

RECT : les recettes publiques (en dollar)

PxP : prix de baril (en dollar)

PIBCST : PIB constant (en dollar)

---

<sup>1</sup> Les exportations algériennes (hydrocarbures) sont libellées en dollars U.S

## *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

### **1.1.2 Sources de données**

**Les variables DEP** : En ce qui concerne la source de nos données, est extraite de la base de données du fond monétaire internationale et de la banque Mondiale (data table).

**La variable RECT** : est extraite de la base de données de l'office national des statistiques (ONS) de 1980 à 1999 et de 2000 à 2020

**La variable PIBCST** : est extraite de la base de données de l'office national des statistiques ONS (les comptes économiques nationaux). Et de la banque mondiale.

**La variable PxP** : Extrait de la base de données de la Banque mondiale.

- Les quatre variables ont été déterminées à l'aide du logarithme

### **1.2 La méthodologie économétrique**

Afin de détecter la relation entre la croissance économique (PIBCST) et la politique budgétaire (DEP et RECT), nous avons choisi la technique de cointégration qui est très utilisée pour détecter l'existence d'une relation de long terme entre les séries chronologiques. Le modèle ainsi obtenu est appelé « modèle à correction d'erreur ». Il existe plusieurs techniques pour tester la cointégration . A savoir : la méthode d'Engle et Granger (1987) qui s'utilise dans le cas de deux séries intégrées de même ordre. Mais elle est moins efficace sur plus de deux séries ; c'est pourquoi, le test de cointégration de Johansen (1988, 1991, 1996) va être proposé pour des cas multivariés (plus de deux séries), et exigera aussi que toutes les séries sous étude soient intégrées de même ordre. Depuis, plusieurs tests sont apparus.

Néanmoins, l'impossibilité des tests traditionnels de cointégration (test de Engel et Granger (1987), celui de Stock et Watson (1988), ceux de Johansen (1988, 1991, 1996) et Johansen et Juselius (1990)) à s'appliquer sur des séries intégrées à des ordres différents, va obliger Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1998) et Pesaran et al. (2001) à proposer une procédure de test de cointégration adaptée à ce cas. Elle est appelée « test de cointégration aux bornes » ou « bounds test to cointegration » ou encore «test de cointégration par les retards échelonnés ».

## *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

Ce test de cointégration aux bornes est appliqué sur fond d'un modèle qui lui sert de base. C'est la spécification ARDL (AutoRegressif Distributed Lag)<sup>2</sup> cointégrée qui prend la forme d'un modèle à correction d'erreur.

Le modèle ARDL est plus approprié pour tester l'existence des relations de long terme dans des échantillons de petite taille et, contrairement à l'approche de Johansen et Juselius (1990), elle permet de les tester entre des variables dont les ordres d'intégration sont différents. En effet, ce modèle peut être appliqué même si on a des variables de différents ordres (I(0) et I(1)).

Théoriquement le modèle se présente comme suit :

$$d(Y)_t = c + \lambda Y_{t-1} + \beta X_{t-1} + \sum_{i=1}^m a_{1,i} * d(Y_{t-i}) + \sum_{i=0}^k a_{2,i} * d(X_{t-i}) + \varepsilon_t$$

### **1.3 Spécification et hypothèses du modèle**

Dans le but d'étudier la relation entre la croissance économique (PIBCST) et la politique budgétaire (dépenses(DEP) et recettes(RECT) ), nous avons entrepris trois étapes de l'analyse économétrique. La première étape consiste en l'analyse de la stationnarité ou l'intégration des séries de variables du modèle, en utilisant le test de Dickey-Fuller Augmented (ADF) et le test de Phillips-Perron (PP). La deuxième étape consiste à vérifier l'existence d'une relation de cointégration ainsi qu'une relation à court terme entre les variables. Enfin il est nécessaire de tester la stabilité du modèle à travers le test de CUSUM.

Nous avons présenté une première version du modèle en utilisant une expression mathématique qui peut être rédigée de la manière suivante :  $PIB=f(dep, rect, pxp)$

Une fois que le modèle économique est précisé, il doit être converti en modèle économétrique.

La conversion de ces variables en séries logarithmiques nous permettra d'adoucir les séries et de calculer les coefficients en termes d'élasticité, afin d'obtenir une interprétation précise des résultats.

---

<sup>2</sup> Le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL)

## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

La notation des variables logarithmique :

$$\log \text{ PIB constant} = a_0 + a_1 \log(\text{les dépenses})_t + a_2 \log(\text{les recettes})_t + a_3 \log(\text{les prix hydrocarbone})_t + \varepsilon_t$$

Globalement, nous faisons l'hypothèse selon laquelle le PIB dépend de toutes les variables citées ci-dessus. La décomposition de la relation de chaque variable avec le PIB constant est résumée dans le tableau suivant.

**Tableau N°05** : Variables utilisées et les signes attendus

Variables	Description	Signes attendus
LOGPIBCST	PIB constant (en dollar)	+
LOGDEP	Logarithme (dépenses budgétaires(dollar)/PIBcourant (en dollar))	+
LOGRECT	Logarithme (recettes budgétaires(en dollar)/ PIBcourant(en dollar))	-
LOGPxP	taux d'évolution des prix de baril (en dollar)	+

L'étude sera basée sur une fonction linéaire standard entre la relation, du PIB constant (PIBCST)

$$\log \text{PIBCST}_t = a_0 + a_1 \log \text{DEP}_t + a_2 \log \text{RECT}_t + a_3 \log \text{PxP}_t + \varepsilon_t \dots \dots \dots (1)$$

Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servirons des critères d'informations, Akaike(AIC), Schwarz(SIC) et Hannan-Quin, pour déterminer les décalages optimaux (p, q) de modèle ARDL, par parcimonie.

Le modèle ARDL suppose l'existence d'une relation de cointégration entre les variables qui conditionne même l'estimation des coefficients de court et long terme de ces variables.

L'existence d'une relation de long terme entre les variables est examinée par le test de Bounds (test de cointégration de Pesaran).

### *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

- Détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) ;
- Recourir au test de Fisher pour vérifier les hypothèses :

$H_0 : a_1 = a_2 = a_3 = a_4$  : Absence d'une relation de cointégration

$H_1 : a_1 \neq a_2 \neq a_3 \neq a_4$  : Existence d'une relation de cointégration

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différents seuils par Pesaran et al (2001).

L'on notera des valeurs critiques que la borne supérieure (2ème ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I(1) et la borne inférieure (1er ensemble).

Concernent les variables I(0).

Ainsi :

Si Fisher > borne supérieure : existence de Cointégration

Si Fisher < borne inférieure : non existence de Cointégration

Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : Pas de conclusion

S'il existe une cointégration, la prochaine étape du processus ARDL consiste à estimer les coefficients à long terme du modèle ARDL par la méthode des moindres carrés ordinaires en utilisant l'équation (2):

$$\Delta \log PIBCST_t = a_0 + \sum_{i=0}^p a_{1i} \Delta \log PIBCST_{t-1} + \sum_{m=0}^{q_1} a_2 \Delta \log DEP_{t-1} + \sum_{n=0}^{q_2} a_3 \Delta \log RECT_{t-1} + \sum_{h=0}^{q_3} a_4 \Delta \log PxP_{t-1} + \varepsilon_t \dots \dots \dots (2)$$

### *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

L'étude de la dynamique de court terme par la procédure de Pesaran et al (2001) permet d'analyser la vitesse de convergence du solde courant vers l'équilibre. L'estimation à court terme du modèle ARDL également connu sous le modèle de correction d'erreur, est présentée dans l'équation suivante :

$$\Delta \log PIBCS T_t = \beta_0 + \sum_{i=0}^p \beta_i \Delta \log PIBCS T_{t-1} + \sum_{n=0}^{q_2} \delta_n \Delta \log DEP_{t-1} + \sum_{h=0}^{q_3} \gamma_h \Delta \log RECT_{t-1} + \sum_{j=0}^{q_4} \rho_j \Delta \log PxP_{t-1} + \vartheta Z_{t-1} + \varepsilon_t \dots \dots \dots (3)$$

Où  $\Delta$  est l'opérateur à la première différence,  $Z_{t-1}$  est le terme à correction d'erreur dérivé de l'équation la relation de cointégration à long terme. Il mesure la vitesse du paramètre de réglage qui montre la rapidité avec laquelle la série atteint un équilibre à long terme. Le signe attendu de ce coefficient est négatif et significatif. En effet, ce coefficient du terme d'erreur n'est pertinent que lorsqu'il est significatif et compris entre -1 et 0.

Les relations 2 et 3 (ci-dessus) feront l'objet d'estimations. Mais avant tout, nous allons :

- Déterminer le degré d'intégration des variables (test de stationnarité) : test de Dickey-Fuller Augmenté/ADF et test de Philippe-Perron/PP ;
- Tester l'éventuelle existence d'une relation de cointégration entre variables : test de cointégration de Pesaran et al. (2001) ou test de cointégration aux bornes ;

## *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

### **1.4 Statistiques descriptives des séries**

Les statistiques descriptives des séries choisies pour l'analyse de la relation entre la croissance économique (PIBCST) et la politique budgétaire (DEP et RECT) sont présentées dans le tableau 06 suivant :

**Tableau N°06 : Statistiques descriptives des variables à estimer**

	LOGPIBCST	LOGDEP	LOGPXP	LOGRECT
Mean	15.30599	13.77529	3.564823	13.74187
Median	15.22744	13.97943	3.397858	14.23000
Maximum	15.83408	15.86089	4.726680	15.73638
Minimum	14.76962	11.19058	2.566487	10.99531
Std. Dev.	0.329113	1.657831	0.646323	1.674082
Skewness	0.206581	-0.197164	0.353938	-0.330918
Kurtosis	1.639776	1.568034	1.902416	1.565537
Jarque-Bera	3.452389	3.768621	2.914041	4.263504
Probability	0.177960	0.151934	0.232929	0.118629
Sum	627.5455	564.7870	146.1577	563.4168
Sum Sq. Dev.	4.332611	109.9361	16.70932	112.1020
Observations	41	41	41	41

**Source** : nos estimations sur Eviews 12

Le tableau (06, ci-dessus) montre que les valeurs de la moyenne et de la médiane sont proches. La proximité suggère que la distribution est presque symétrique. La présence de la symétrie indique l'existence d'une faible variabilité et d'une distribution normale.

Les valeurs de SKEWNESS (mesure l'aplatissement) sont proches de zéro pour LOGPIBCST et LOGPXP. Et entre 0 et -1 pour LOGDEP et LOGRECT. Les valeurs de

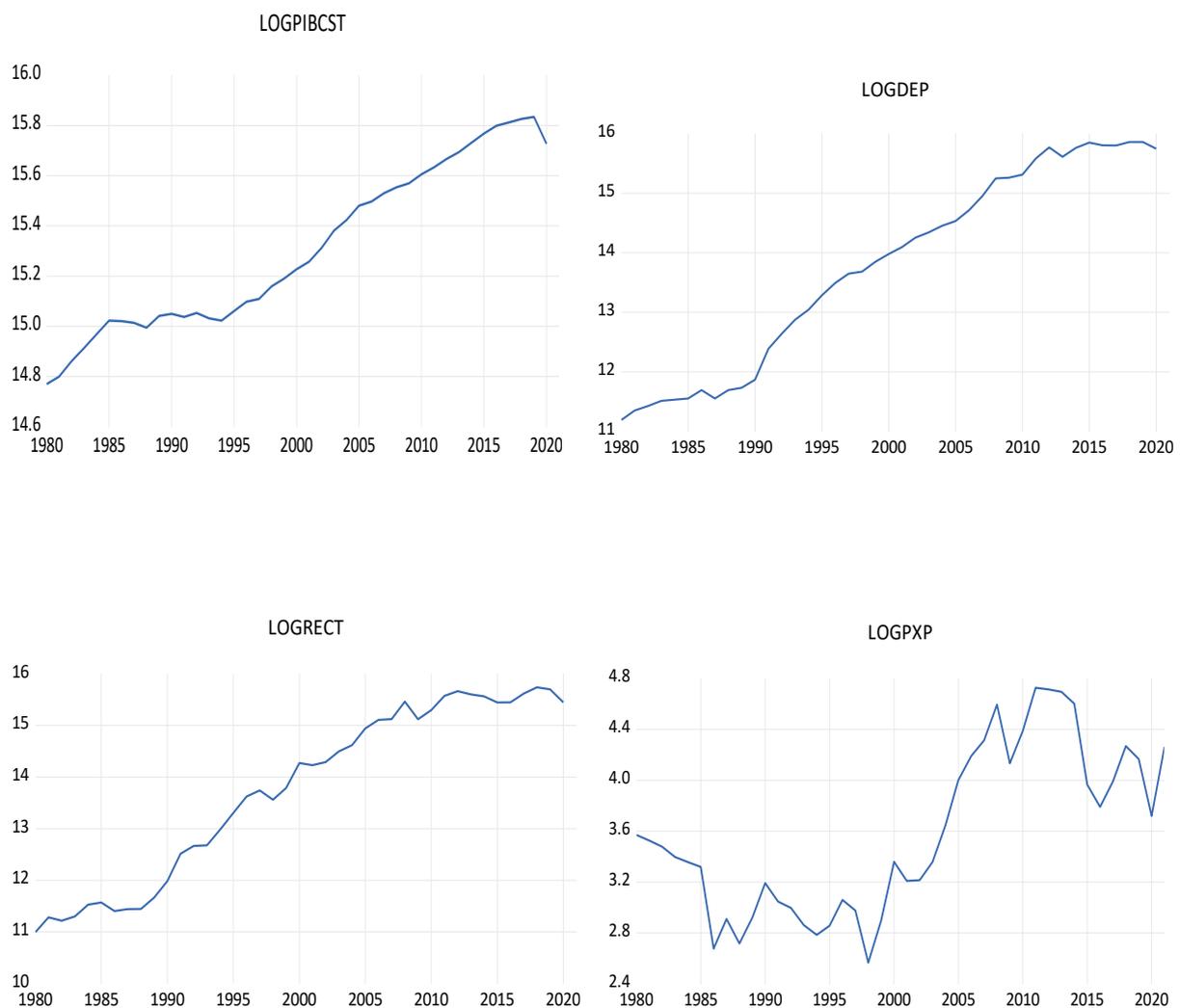
## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

KURTOSIS (mesure la symétrie) sont proches de 2. En tant que qualité d'ajustement, les résultats correspondent à une distribution normale.

La statistique de Jarque-Bera, des variables, montre des valeurs supérieures à 0.05 ce qui signifie que la distribution suit la loi normale. Quant à l'écart-type étant relativement faible.

### 1.5 Etude de la stationnarité des séries de données

#### 1.5.1 Analyse graphique des séries



**Source :** les quatre graphes sont réalisés à partir de nos estimations sur Eviews 12.

## *Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

L'inspection visuelle et les outils graphiques révèlent des signes de tendance croissante ou décroissante net sur les graphes, PIBCST, DEP, RECT et PXP, il est probable que les séries ne soit pas stationnaires. Il est important de noter que l'analyse graphique ne fournit qu'une indication préliminaire de la stationnarité.

Des tests statistiques plus rigoureux, tels que le test de Dickey-Fuller (ADF), ou Phillips-perron sont nécessaires pour confirmer ou infirmer la stationnarité de manière plus formelle.

### **1.5.2 Test de la stationnarité des séries : test Dickey-Fuller (ADF)**

Le test augmenté de racine unitaire (ADF) permet de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non d'une série temporelle aussi il permet de déterminer la nature de son évolution

Le test ADF consiste en la vérification de la stationnarité des séries et cela par l'application de tests de racine unitaire. La première hypothèse de ce test est la présence de racine unitaire, et par conséquent la non-stationnarité, tandis que la deuxième est l'hypothèse alternative, soit la présence de stationnarité.

- $H_0$  : La série contient une racine unitaire (Non-stationnaire).
- $H_1$  : La série n'a pas de racine unitaire (Stationnaire).

Afin de vérifier la stationnarité des séries, nous suivons la règle de décision présentée par le test ADF :

- la Probabilité  $ADF < 5\%$  (Critical value), alors la série est stationnaire.
- la probabilité  $ADF > 5\%$  (Critical value), alors la série est non stationnaire.

Dans le cas où la série est stationnaire, nous arrêtons le test, mais en revanche si la série se trouve être non-stationnaire alors nous procédons à un autre test jusqu'à ce que la série devienne stationnaire.

*Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020*

---

**Tableau N°07** : Test de stationnarité des séries (ADF).

Variables	Différenciation	Test ADF		Ordre d'intégration
		Prob ADF	5%	
LOGPIBCST	1 (none)	0.0484	-1.949609	I(1)
LOGDEP	1 (intercept)	0.0009	-2.938987	I(1)
LOGPxP	1 (none)	0.0000	-1.949609	I(0)
LOGRECT	1 (none)	0.0001	-1.949609	I(1)

**Source** : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 12.

Nous constatons que les séries du PIB constant (LOGPIBCST). Les dépenses publiques (LOGDEP) et les recettes publiques (LOGRECT), sont intégrées d'ordre 1 (stationnaire après la première différence), alors que le taux de variation du prix de baril (LOGPxP) reste constant en niveau (sans différenciation). Les séries de variables sont ainsi combinées dans différents ordres.

## **Section 2 : Estimations de la relation entre la croissance économique et la politique budgétaire : relation à court, à long terme**

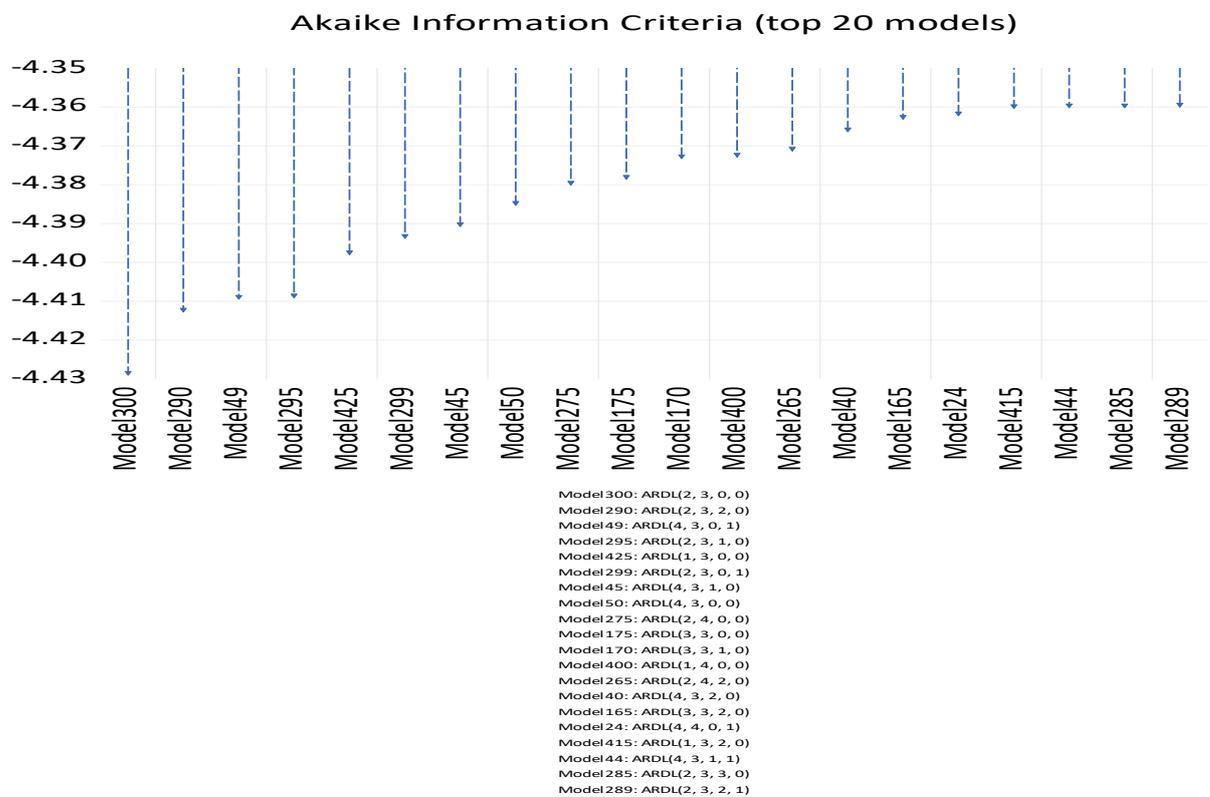
L'objectif de cette section économétrique est d'évaluer empiriquement la relation entre la croissance économique, les dépenses et les recettes budgétaires (politique budgétaire) ainsi que les prix du baril de pétrole, en Algérie pour la période allant de 1980 à 2020. L'approche par régression distribuée à retard autorégressif (ARDL) est une méthode en adéquation avec notre étude économétrique, pour analyser les relations à long et à court terme entre différentes variables de séries temporelles. Elle est particulièrement utile lorsque les variables sont intégrées d'ordres différents,  $I(0)$ ,  $I(1)$  ou une combinaison des deux comme notre cas.

L'ARDL est également robuste aux petits échantillons et peut être utilisée pour tester l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Une fois la Vérification de la stationnarité des variables est effectuée sur les séries chronologiques avec la norme de l'approche ARDL, d'autres étapes s'enchainent dans la méthodologie de cette approche qui sont : Sélection de l'ordre optimal de retard, Estimation du modèle ARDL, Test de cointégration, Estimation de la relation à long terme, Estimation de la relation à court terme, validation statistique et enfin Interprétation des résultats

### **2.1 Décalage optimal de la modélisation ARDL**

Dans cette étape, Nous allons nous servir du Critère d'Information de Schwarz (SIC) pour définir le modèle (ARDL) optimal. Autrement dit le modèle (ARDL) offrant des résultats statistiquement significatifs et avec moins de paramètres.

**Figure N°05** : Valeur graphique du (SIC)



Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 12.

Dans la figure ci-dessus, sont présentés les vingt meilleurs modèles selon le critère de Schwarz, nous remarquons que le modèle ARDL (2,3,0,0) est le plus optimale parmi cette sélection, ce modèle correspond ainsi à la valeur la plus petite du (SIC).

## 2.2 Test de cointégration du modèle ARDL optimal (2,3,0,0)

### 2.2.1 Test de cointégration aux bornes

Pour tester l'existence de relations de cointégration entre les variables, nous utilisons le « Bounds-Test » développé par Pesaran et al. (2001). Cette méthode consiste à comparer la valeur F de Fisher aux valeurs critiques qui forment des bornes :

- Si  $F_{Fisher} >$  borne supérieure : existence de cointégration.
- Si  $F_{Fisher} <$  borne inférieure : non existence de cointégration.
- Si la borne inférieure  $< F_{Fisher} <$  la borne supérieure : Pas de conclusion.

## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

---

**Tableau N°08** : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).

F statistiques calculées	4.380180	
Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
5%	3.1	4.088

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

Le tableau ci-dessus illustre les résultats du test des limites (Bounds-test) selon l'approche de (Narayan) qui calcule les valeurs critiques pour un échantillon de petite taille.

Le F-statistique pour deux variables indépendantes est de 4.380180. Cette valeur est supérieure à la valeur critique de la limite supérieure (Bounds I(1)= 4.088) à 5% de degré de signification. Par conséquent le test des limites confirme qu'il existe bel et bien une relation de cointégration à long terme entre PIBCST et les variables indépendantes.

### 2.2.2 Estimation de la relation de long terme

Le tableau N° 11 suivant représente les premiers résultats de l'estimation du modèle. La nature négative du coefficient à correction d'erreur implique sa significativité au seuil de 5%. Donc, la significativité du coefficient confirme l'existence d'un processus à correction d'erreur et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre variables.

Par conséquent, nous déduisons que le terme de correction d'erreur fait en sorte que la variable PIBCST soit ramenée à l'équilibre. Ce qui insinue que les chocs à court terme sur le PIBCST se corrigent à long terme.

## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

**Tableau N°09 : Résultats de l'estimation des coefficients de long terme.**

Levels Equation  
Case 2: Restricted Constant and No Trend

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDEP	0.170008	0.086806	1.238474	0.0992
LOGPXP	0.122609	0.034518	3.552040	0.0013
LOGRECT	-0.029939	0.086924	-2.044424	0.0330
C	13.05951	0.133205	98.04089	0.0000

$$EC = \text{LOGPIBCST} - (0.1700 \cdot \text{LOGDEP} + 0.1226 \cdot \text{LOGPXP} - 0.0299 \cdot \text{LOGRECT} + 13.0595)$$

**Source :** Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 12.

D'après les résultats du tableau N°09, les coefficients sont statistiquement significatifs t-students >1.96 .

Donc, l'équation de long terme s'écrit sous la forme suivante

$$EC = \text{LOGPIBCST} - (0.1700 \cdot \text{LOGDEP} + 0.1226 \cdot \text{LOGPXP} - 0.0299 \cdot \text{LOGRECT} + 13.0595)$$

### 2.2.3 Estimation de la relation de court terme

A partir de la lecture du tableau N°12 ci-dessous, nous remarquons que la probabilité du coefficient a correction d'erreur CointEq (-1) \* est négatif et donc inférieure à la valeur 5%. Par conséquent l'existence d'un processus à correction d'erreur (mécanisme d'ajustement à long terme) est confirmée, vu que le coefficient est significatif.

La valeur estimée de (-0.287346) pour les coefficients à correction d'erreur suggère une stratégie d'ajustement lente d'environ 28.7%. Cela veut dire qu'environ 28.7% de l'écart (choc) de l'année passée est ajusté et converge vers l'équilibre à long terme de l'année en cours.

## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

**Tableau N°10** : Résultats de l'estimation des coefficients à court terme.

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGPIBCST(-1))	0.293503	0.143129	2.050621	0.0494
D(LOGRECT)	-0.021386	0.028633	-0.746909	0.4611
D(LOGRECT(-1))	-0.021746	0.033275	-0.653515	0.5186
D(LOGRECT(-2))	-0.102155	0.032317	-3.161085	0.0037
<b>CointEq(-1)*</b>	<b>-0.287346</b>	<b>0.057559</b>	<b>-4.992165</b>	<b>0.0000</b>
R-squared	0.552881	Mean dependent var		0.022782
Adjusted R-squared	0.598685	S.D. dependent var		0.031116
S.E. of regression	0.022032	Akaike info criterion		-4.670606
Sum squared resid	0.016018	Schwarz criterion		-4.455134
Log likelihood	93.74151	Hannan-Quinn criter.		-4.593943
Durbin-Watson stat	1.581143			

\* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	4.380180	10%	2.37	3.2
K	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 12.

### 2.3 test de la stabilité des paramètres.

Les paramètres instables temporisent les résultats, et par conséquent fausse le modèle. Ainsi l'objectif de notre étude est de tester la stabilité des paramètres estimés à long terme en analysant l'évolution de ces paramètres au fil du temps.

Pour se faire, nous avons effectué des tests de validité sur les résidus et de stabilité des paramètres sur le modèle ARDL (2,3,0,0), les résultats sont affichés dans le tableau suivant :

## Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020

**Tableau N°11** : Résultats des tests diagnostiques du modèle (ARDL) estimé

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (Probabilités)
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0.575861 (0.7498)
Hétéroscédasticité	Breusch-pagan- Godfrey	11.63208 (0.1684)
Normalité des résidus	Jacque berra	0.20 (0.90)
Spécification du modèle	Ramsey	0.259887
	(Fischer)	(0.6142)
	student	0.509792 (0.6142)

**Source** : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 12.

A partir de la lecture du tableau, nous remarquons que la probabilité de l'autocorrélation, Hétéroscédasticité et la spécification est supérieur à 5%, vu que :

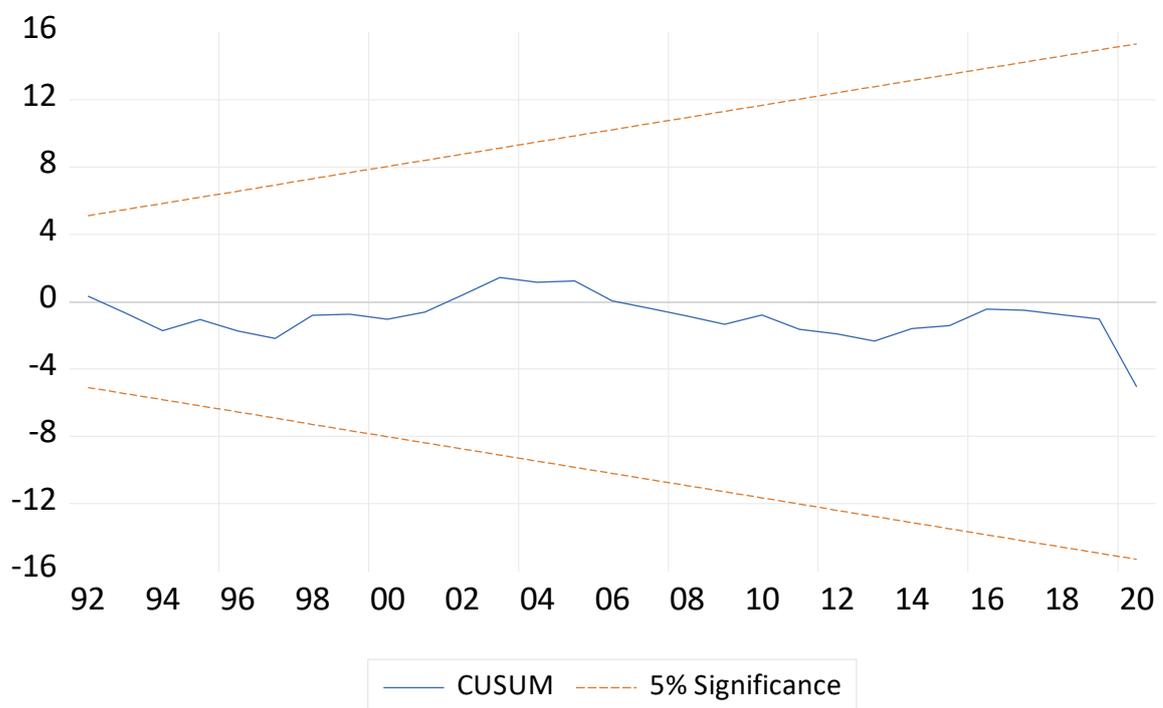
- Hétéroscédasticité : Prob 0.1684 > 5%, par conséquent les erreurs du modèle sont hétéroscédastiques. La variance est constante et comporte les meilleures estimations.
- Autocorrélation : Prob 0.7498 > 5%, nous concluons que les erreurs ne sont pas autocorrélées.
- Spécification : Prob 0.6142 > 5%, cela implique que la série est spécifiée.
- Normalité : prob 0.90 > 5%, cela que hypothèse de normalité ne peut pas rejetée.

Par ailleurs, d'après les tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, nous constatons l'absence d'autocorrélation des erreurs, l'absence d'Hétéroscédasticité, et donc la normalité des erreurs est vérifiée. Le modèle a été donc bien spécifié.

## 2.4 Test de COSUM.

Pour vérifier la stabilité de notre modèle, nous devons exécuter le test des sommes cumulées récursifs des résidus (COSUM). La représentation graphique suivante représente le résultat des tests de stabilité CUSUM appliqués à la fonction du produit intérieur.

**Figure N°06** : représentant graphique du test de CUSUM.



Source : réalisé à partir de EVIEWS 12

La représentation graphique ci-dessus révèle que la courbe associée à notre modèle ne coupe pas le corridor à l'intérieur de l'intervalle des valeurs critiques au seuil de 5 %. Par conséquent, le modèle est donc stable durant la période d'étude.

Après les différents tests économétriques appliqués à notre série nous déduisons que notre modèle ARDL est bien spécifié et stable, ainsi la robustesse économétrique de notre modèle est satisfaisante.

## **2.5 Interprétation des résultats**

Le tableau précédent, indique qu'il existe une relation négative entre les variables PIBCST. Et, la variable RECT et PXP sont les seules à avoir des coefficients significatifs à long terme. Par conséquent le PIBCST est négativement affecté par le RECT. En effet, une amélioration du RECT de 1% fait baisser le PIB de 2.99 %. Nous pouvons en déduire que le RECT ne peut être considéré comme un déterminant de la croissance économique (PIB).

En examinant les résultats à court terme et en commençant par les recettes budgétaires (RECT) qui a un coefficient significatif de valeur de -0.0217 nous pouvons dire qu'une augmentation de 1% des recettes budgétaires va faire baisser le PIB constant de 2.17%. Ce qui veut dire que les recettes budgétaires ne contribuent pas à la croissance économique.

Le coefficient de la force de rappel vers l'équilibre CointEq (-1) = -0.2873 est négatif et largement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Les résultats indiquent que 28.73% des déséquilibres de l'année dernière sont corrigés au cours de l'année en cours.

A long terme : la croissance économique est représentée par :

$$\text{LOGPIBCST} = 0.1700 \cdot \text{LOGDEP} + 0.1226 \cdot \text{LOGPXP} - 0.0299 \cdot \text{LOGRECT} + 13.0595$$

Les coefficients (0.17), (0.12) et (-0.21) représentent respectivement l'élasticité de la croissance économique par rapport au facteur des dépenses budgétaires, l'élasticité de la de la croissance économique par rapport au facteur du prix de pétrole et l'élasticité de la de la croissance économique par rapport au facteur des recettes budgétaires. Le coefficient des dépenses publiques ne sera pas pris en considération car son résultat n'est pas statistiquement significatif.

L'interprétation de ces résultats se base sur l'analyse des signes des coefficients de l'équation de la croissance économique PIBCST à long terme. Dans ce sens, L'élasticité de 0,122 indique que la croissance économique est relativement sensible aux variations des prix du pétrole. En effet, une augmentation de 1% de cette élasticité engendre une stimule l'activité économique de 12,2%.

## ***Chapitre 3 études empiriques : l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique 1980-2020***

---

Cependant, une augmentation des recettes budgétaires d'une unité entraîne une baisse de la croissance économique de 2,99%.

Tous cela, peut être expliqué par le fait qu'à court terme les recettes fiscales ne trouvent pas son effet dans l'immédiat et peuvent prendre du temps pour se manifester c'est-à-dire cela dépend de la façon dont elles sont dépensées.

### **Conclusion**

Dans notre étude nous avons utilisé le modèle autorégressif à retard échelonnés (ARDL) ainsi que le test de cointégration aux bornes pour analyser les données de 1980 à 2020. Cette approche a été choisie en raison de l'incertitude quant à l'ordre d'intégration des séries, soulignée par les tests de stationnarité utilisés. Les résultats indiquent que les séries sont intégrées à la fois à court et à long terme, avec des tests de diagnostic et de stabilité confirmant la robustesse et la significativité des résultats.

À court terme, une corrélation négative entre la croissance économique et la politique budgétaire est observée, indiquant que les perturbations temporaires sur le produit intérieur brut (PIB) se réajustent à long terme, avec les variables convergent vers un équilibre. À long terme, une relation négative est constatée entre le PIB réel et les recettes publiques (RECT), surtout dans un pays rentier comme l'Algérie. Dans ce contexte, une augmentation des recettes publiques entraîne initialement une baisse de la croissance économique à court terme, avant que celle-ci ne se rétablisse et n'atteigne un équilibre à long terme.

# Conclusion générale

## **Conclusion générale**

Au cours de notre recherche, nous nous sommes intéressées à l'examen de l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie. Sachant que la politique budgétaire algérienne a connu plusieurs orientations, Il est important de comprendre ce lien afin de mieux saisir le rôle du solde budgétaire dans la contribution à la croissance économique.

Sur le plan historique, l'exposé de l'évolution de la politique budgétaire, a démontré que durant sa transition vers l'économie de marché le gouvernement algérien a enclenché divers programmes économiques visant toujours la relance économique.

Au début du 3ème millénaire, l'économie algérienne a connu une croissance importante, Les dix premières années ont été particulièrement marquées par une amélioration dans plusieurs domaines. Sa situation économique s'est progressée rapidement et plusieurs réformes ont été engagées afin de mettre à niveau les secteurs les plus importants.

La politique dans laquelle le gouvernement s'est engagé durant cette période avait pour objectif le soutien de la croissance et de la stabilité économique du pays ainsi que la consolidation des indicateurs macroéconomiques ayant montré une amélioration sans précédent comparativement aux années passées. Notamment grâce à la bonne tenue des prix des hydrocarbures.

Sur le plan empirique, notre étude était orientée vers la modélisation économétrique qui consiste dans un premier temps à modaliser la relation entre la croissance économique (PIB constant) et la politique budgétaire (dépense et recette) et l'aide d'un modèle (ARDL), sur une période allant de 1980 à 2020. L'objectif final est de vérifier l'existence d'une ou plusieurs dynamiques de court et de long terme.

Le test de stationnarité révèle que sur les quatre séries étudiées la variable (Pxp) est la seule à être stationnaire en niveau, tandis que les variables (PIBCST), (DEP)et (RECT) deviennent stationnaires après la première différenciation.

Concernant les résultats d'estimation du modèle ARDL, nous avons constaté l'absence d'autocorrélation des erreurs, l'absence d'hétéroscédasticité, ce qui implique que la normalité des erreurs est vérifiée, et que le modèle a été donc bien spécifié.

Afin d'éclaircir les liens entre les deux variables à savoir le PIB constant et les recettes et dépenses budgétaire, notre choix s'est orienté vers une étude de la cointégration entre les variables. Ainsi, la procédure de Pesaran et Al. (2001) s'avère être la plus adéquate à notre analyse.

Le test de cointégration aux bornes (Bounds-Test) confirmé l'existence d'une relation de cointégration et un lien de causalité entre le PIB constant et les autres variables indépendantes, Nous permettant ainsi d'estimer la dynamique à court terme et le coefficient de long terme.

A court terme, la croissance économique (PIB constant) semble être affectée négativement par les variations des recettes publiques. En effet, une augmentation des recettes publiques semble initialement entraîner une baisse du PIB constant et donc de la croissance économique. Cependant, ces effets à court terme sont généralement corrigés à long terme, permettant aux variables de converger vers un équilibre à long terme.

Après les différents tests économétriques appliqués à notre série, le test de stabilité de COSUM vient confirmer spécification et stabilité, ainsi la robustesse économétrique de notre modèle est satisfaisante.

# Bibliographie

## **Bibliographie**

- **Ouvrages**

- AHMED SILEM, Jean-Marie ALBERTINI, Lexique d'économie, Edition DALLOZ, Paris 2011.
- BEITONE Alain, Christine DOLO, Antoine CAZORLA et Anne-Marie DRAI Dictionnaire des sciences économiques, Edition ARMAND COLIN, Paris, 2004.
- BARBIER-GAUCHARD Amélie, Intégration budgétaire européenne, enjeux et perspectives pour les finances publiques européennes, Edition De Boeck, Paris 2008.
- A BEITONE, et all, Dictionnaire des sciences économiques, 2ème Edition Armand colin, Paris2007.
- BERNIER Bernard, SIMON Yves, Initiation à la macroéconomie, 9ème Edition, Dunod, Paris, 2009.
- BOURBANNAIS Régis, Econométrie, Dunod, 7ème Edition, Paris, 2009.
- BIGAUT Christian, Finances publiques-Droit budgétaire, Edition Ellipses, Paris 1995.
- DOLLO Christine, GUIDON Jean-Pierre, LE DARDEZ Alain, Dictionnaire Des Sciences Économique, Edition Armand Colin, Paris 1991.
- D GUELLEC et P RAPPEL, Les nouvelles théories de la croissance, Edition La découverte, Paris 2001.
- BOSSERELLE Eric, Les nouvelles approches de la croissance et du cycle, Edition Dunod, Paris, 1999.
- DEVAUX Eric, Finances Publiques, Edition Bréal, Paris 2002.
- DOR Eric, Econométrie, Pearson Education France, 2009.
- Farid YAICI, Précis de finance internationale, Edition ENAG, 2008.
- BOUSSAT François, D LAUZE, V LIBOURELF BEAUDONCK, Guide pratique de gestion, Edition ESF, Paris, 2001.
- ASTIER Françoise, Finances publiques-Droit budgétaire, Edition Marketing S.A, Paris, 1996.
- G.P GEHANN, Dictionnaire thématique de science économique et sociale, Edition Dunod, Paris 1995.
- VEDIE Henri-Luis, Dictionnaire introductif à l'économie, Edition SEFI, Canada, 2006.
- J.L MICHELLE et T MAYOR, Economie internationale, Edition Dalloz, 2005

- Pascal Petit ; « croissance et richesse des nations », la découverte, 2005.
- PERROUX F, « les théories de la croissance », Ed.Dunod, Paris, 1999.
- Di MALTA Pierre, Fiances publiques, Edition Presse Universitaire de France, Paris 1999.
- SABY B, SABY D, « les grandes théories économiques », Ed. Dunod, Paris.
- SAMUELSON A, « les grands courants de la pensée économique : concept de base et questions essentielles », Ed. Office Des publications Universitaires, Alger, 193.
- S LARDIC, S MIGNON, Econométrie des séries temporelles macroéconomique et financières, Edition Economica, Paris, 2007.

- **Mémoires et thèses**

- ZEKANE Ahmed, Dépenses publiques productives, croissance a long terme et politique économique, Thèse de doctorat, Faculté des sciences de gestion et des sciences d'économie, 2002-2003.
- AIT MOKHTAR Omar, L'évolution de la politique des dépenses publiques dans le contexte de la mondialisation, Thèse de doctorat en science économiques ; université Abou Bakr Bellkaid Tlemcen, 2013/2014.
- CHALAL Sonia, Medjoubi Nassima, Mendaci kahina, Etude de la politique budgétaire en Algérie depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui, mémoire de fin de cycle de licence en science économique, université Bejaia 2012.
- BOUDRIFA Ibtissam, MERNACH Sourya, L'impact des programmes de relance économique sur la croissance économique en Algérie, mémoire de fin de cycle de master en science économique, université Bejaia, 2013.

- **Revue et rapports**

- Alexandre HOMEVOR, «Intégration régionale et promotion des investissements dans l'espace UEMOA», Université Cocody-Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social.
- L BONNAZH, «Les gouvernements utilisent-ils la politique budgétaire pour atténuer les cycles économique», Paris 1996.
- KPMG, Guide investir en Algérie, 2014.
- La revue du Trésor, «Typologie et impact des règles de politique budgétaire», Huart F. 2011, No. 11, 822-830.
- OECD; Études économiques de l'OCDE, Canada 2010, Edition OECD, 2010.

## *Bibliographie*

---

- Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Études économiques de l'OCDE, Hongrie 2012, Édition OCDE, 2012.
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques, La procédure budgétaire au Luxembourg, Etude économiques de l'OCDE, Portugal 2012, Edition OECD, Paris 2012.
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques, La procédure budgétaire au Luxembourg, Analyse et recommandations, Edition OCDE, Paris 2013.
- Rapport de la banque d'Algérie 2009, 2010, 2017, 2018, 2019, 2020
- Rapport de la présidence de la république
- Rapport du FMI, 1998, 2005, 2017
- Rapport du ministère des finances 2004- 2010- 2015- 2020
- Rapport du Ministère des finances, documents DGB 2010.
- Revue d'Economie, Mouhoubi S, Octobre 2011.
- Revue française d'économie, Bourguignon François, Equité et croissance économique, volume 13, n°3, 1998

- **Sites Web**

- [www.banquemon dial.org](http://www.banquemon dial.org)
- [www.dgpp-mf.gov.dz](http://www.dgpp-mf.gov.dz)
- [www.journal officiel.dz](http://www.journal officiel.dz)
- [www.mi.public.lu](http://www.mi.public.lu)
- [www.ONS.dz](http://www.ONS.dz)

<b>Remerciements</b> .....	<b>I</b>
<b>Dédicaces</b> .....	<b>II</b>
<b>Liste des abréviations</b> .....	<b>III</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>IV</b>
<b>Liste des graphes figures</b> .....	<b>V</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>VI</b>
<b>Introduction générale</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre I : le budget et la politique budgétaire</b> .....	<b>4</b>
<b>Section 1 : le budget</b> .....	<b>4</b>
1.1 Définition.....	4
1.2 Les composants du budget.....	5
1.2.1. Recettes.....	5
A) Analyse des Sources de Recettes.....	5
B) Facteurs Influant sur les Recettes.....	6
1.2.2. Dépenses.....	6
A) Analyse des Catégories de Dépenses.....	6
B) Évaluation de l'Efficacité des Dépenses.....	6
1.2.3. Solde Budgétaire.....	7
A) Analyse du Solde Budgétaire .....	7
B) Évaluation de la Soutenabilité Financière.....	7
<b>Section 2 : la politique budgétaire</b> .....	<b>8</b>
1.1 La politique budgétaire concept théorie.....	8
1.1.1 Définition .....	8
A) Théorie keynésienne .....	9
B) Théorie de l'équilibre budgétaire.....	9
C) Théorie de l'effet de la dette publique.....	10
1.1.2 Les objectifs de la politique budgétaire .....	10
A) Les objectifs conjoncturels.....	11
B) Les objectifs structurels.....	11

Section 03 : le budget et la politique budgétaire en Algérie.....	12
1.1 Le budget algérien.....	12
1.1.1 Les recettes du budget algérien.....	12
A) Structure des recettes budgétaires.....	12
B) évolution des recettes budgétaires.....	14
1.1.2 Les dépenses du budget algérien.....	17
A) Structure des dépenses budgétaires.....	17
B) Évaluation des dépenses budgétaires.....	19
1.1.3 Le solde budgétaire.....	21
1.2 La politique budgétaire en algériens pendant les années 1980 jusqu'à 2022.....	22
<b>Conclusion.....</b>	<b>25</b>
<b>Chapitre 2 : la croissance économique.....</b>	<b>26</b>
<b>Section 1 : Facteurs de la croissance économique.....</b>	<b>26</b>
1.1 Définition et indicateurs de la croissance économique.....	26
1.1.1 Définition.....	26
1.1.2 Les différents indicateurs de mesure de la croissance économique.....	27
A. Le produit intérieur brut (PIB).....	27
B. Le produit national brut (PNB).....	28
C. Le taux de croissance.....	28
D. La parité du pouvoir d'achat (PPA).....	29
1.2 Les facteurs inhérents à la croissance économique.....	29
1.2.1. Les facteurs qui conditionnent l'offre de produits.....	29
A. La croissance potentielle.....	29
B. La croissance effective.....	30
1.2.2. Les facteurs qui conditionnent la demande de produits.....	31
A. La croissance extensive.....	31
B. La croissance intensive.....	32
<b>Section 02 : Typologie, théories et modèles de croissance économique.....</b>	<b>37</b>
2.1. Typologie de la croissance économique.....	37
2.2.1. Les approches traditionnelles de la croissance économique.....	38
A. L'approche classique.....	38
B. La conception Marxiste.....	40
C. La conception keynésienne.....	40

2.2.2. Les théories contemporaines.....	41
A. La théorie néo-classique de SOLOW (1956).....	41
B. La théorie néo-keynésienne D'HARROD et DOMAR (1947).....	42
2.2.3. Les théories de la croissance endogène.....	43
2.2.4. La nouvelle théorie de la croissance économique.....	44
2.3. Les modèles de croissance économiques.....	45
2.3.1. Le modèle de HARROD et SOLOW.....	45
2.3.2. Le modèle de croissance endogène (Modèle de BARRO 1990).....	46
<b>Section 03 : croissance économique en Algérie.....</b>	<b>49</b>
3.1. Analyse des périodes de la croissance économique.....	49
3.1.1 La phase d'attente et de fabrication de 1962 à 1988.....	49
A. Phase d'attente 1962 – 1966 .....	49
B. Phase industrielle de 1967 à 1988 .....	50
3.1.2 La phase des réformes et des ajustements structurels de 1989 à 2000.....	50
A. La phase des réformes modérées 1989 à 1991.....	50
B. La phase d'hésitation et de recul dans les réformes de 1992 à 1993 .....	50
C. La phase des réformes économiques accélérées de 1994 à 2000 .....	51
3.1.3 La phase de redressement économique de 2001 à 2014.....	51
3.1.4 La phase de bas prix du pétrole et pandémie de Covid-19 de 2015 à 2022.....	52
A. Effondrement des prix du pétrole (2015-2019).....	52
B. Pandémie de Covid-19 et crise énergétique de 2020 à 2022 .....	52
<b>Conclusion.....</b>	<b>53</b>
<b>Chapitre 03 : étude empirique sur l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique.....</b>	<b>54</b>
<b>Section 1. Choix des variables et méthodologie de l'étude.....</b>	<b>55</b>
1.1. Données et variables.....	55
1.1.1. Le choix des variables.....	55
1.1.2. Sources de données .....	56

1.2 La méthodologie économétrique.....	56
1.3 Spécification et hypothèses du modèle.....	57
1.4 Statistiques descriptives des séries.....	61
1.5 Etude de la stationnarité des séries de données.....	62
1.5.1 Analyse graphique des séries.....	62
1.5.2 Test de la stationnarité des séries : test Dickey-Fuller (ADF).....	63
<b>Section 2 : Estimations de la relation entre la croissance économique et la politique budgétaire : relation à court, à long terme ...</b> .....	<b>65</b>
2.1 Décalage optimal de la modélisation ARDL .....	65
2.2 Test de cointégration du modèle ARDL optimal (2,3,0,0).....	66
2.2.1 Test de cointégration aux bornes.....	66
2.2.2 Estimation de la relation de long terme.....	67
2.2.3 Estimation de la relation de court terme.....	68
2.4 Test de COSUM.....	71
2.5 Interprétation des résultats.....	72
<b>Conclusion</b> .....	<b>73</b>
<b>Conclusion général</b> .....	<b>74</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>VII</b>
<b>Table de matière</b> .....	<b>VIII</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>IX</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>X</b>

# Annexes

**ANNEXE : relatif au chapitre 3****Tableau des résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001) par Eviews 12**

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDEP	0.170008	0.086806	1.958474	0.0599
LOGPXP	0.122609	0.034518	3.552040	0.0013
LOGRECT	-0.029939	0.086924	-0.344424	0.7330
C	13.05951	0.133205	98.04089	0.0000

$$EC = \text{LOGPIBCST} - (0.1700 \cdot \text{LOGDEP} + 0.1226 \cdot \text{LOGPXP} - 0.0299 \cdot \text{LOGRECT} + 13.0595)$$

F-Bounds Test Null Hypothesis: No levels relationship

Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	4.380180	10%	2.37	3.2
k	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66
Finite Sample: n=40				
Actual Sample Size	38	10%	2.592	3.454
		5%	3.1	4.088
		1%	4.31	5.544
Finite Sample: n=35				
		10%	2.618	3.532
		5%	3.164	4.194
		1%	4.428	5.816

**Tableau de la Statistiques descriptives par Eviews 12**

	LOGPIBCST	LOGDEP	LOGPXP	LOGRECT
Mean	15.30599	13.77529	3.564823	13.74187
Median	15.22744	13.97943	3.397858	14.23000
Maximum	15.83408	15.86089	4.726680	15.73638
Minimum	14.76962	11.19058	2.566487	10.99531
Std. Dev.	0.329113	1.657831	0.646323	1.674082
Skewness	0.206581	-0.197164	0.353938	-0.330918
Kurtosis	1.639776	1.568034	1.902416	1.565537
Jarque-Bera Probability	3.452389 0.177960	3.768621 0.151934	2.914041 0.232929	4.263504 0.118629
Sum	627.5455	564.7870	146.1577	563.4168
Sum Sq. Dev.	4.332611	109.9361	16.70932	112.1020
Observations	41	41	41	41

## Protocole de la stationnarité des variables du modèle par Eviews 12

### La variable PIBCST :

#### Test ADF

Null Hypothesis: LOGPIBCST has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.434927	0.8345
Test critical values:		
1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGPIBCST)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/01/24 Time: 16:04  
 Sample (adjusted): 1982 2020  
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIBCST(-1)	-0.105876	0.073785	-1.434927	0.1602
D(LOGPIBCST(-1))	0.603271	0.206968	2.914805	0.0062
C	1.577458	1.086185	1.452291	0.1553
@TREND("1980")	0.002415	0.002061	1.171558	0.2493
R-squared	0.232794	Mean dependent var		0.023789
Adjusted R-squared	0.167033	S.D. dependent var		0.031341
S.E. of regression	0.028604	Akaike info criterion		-4.173626
Sum squared resid	0.028637	Schwarz criterion		-4.003004
Log likelihood	85.38570	Hannan-Quinn criter.		-4.112408
F-statistic	3.540025	Durbin-Watson stat		1.718313
Prob(F-statistic)	0.024386			

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGPIBCST has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.442933	0.5514
Test critical values: 1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPIBCST)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:05  
Sample (adjusted): 1982 2020  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIBCST(-1)	-0.021135	0.014647	-1.442933	0.1577
D(LOGPIBCST(-1))	0.562222	0.205033	2.742102	0.0094
C	0.332002	0.224013	1.482068	0.1470

---

---

R-squared	0.202707	Mean dependent var	0.023789
Adjusted R-squared	0.158413	S.D. dependent var	0.031341
S.E. of regression	0.028752	Akaike info criterion	-4.186442
Sum squared resid	0.029760	Schwarz criterion	-4.058475
Log likelihood	84.63561	Hannan-Quinn criter.	-4.140528
F-statistic	4.576404	Durbin-Watson stat	1.679770
Prob(F-statistic)	0.016948		

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGPIBCST has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.168447	0.9348
Test critical values: 1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPIBCST)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:06  
Sample (adjusted): 1982 2020  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIBCST(-1)	0.000562	0.000481	1.168447	0.2501
D(LOGPIBCST(-1))	0.551271	0.208187	2.647964	0.0118

---

---

R-squared	0.154061	Mean dependent var	0.023789
Adjusted R-squared	0.131198	S.D. dependent var	0.031341
S.E. of regression	0.029213	Akaike info criterion	-4.178498
Sum squared resid	0.031575	Schwarz criterion	-4.093187
Log likelihood	83.48071	Hannan-Quinn criter.	-4.147889
Durbin-Watson stat	1.595693		

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: D(LOGPIBCST) has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.963047	0.0486
Test critical values: 1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPIBCST,2)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:07  
Sample (adjusted): 1982 2020  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGPIBCST(-1))	-0.260864	0.132887	-1.963047	0.0570

---

---

R-squared	0.079846	Mean dependent var	-0.003505
Adjusted R-squared	0.079846	S.D. dependent var	0.030600
S.E. of regression	0.029353	Akaike info criterion	-4.193545
Sum squared resid	0.032740	Schwarz criterion	-4.150890
Log likelihood	82.77413	Hannan-Quinn criter.	-4.178241
Durbin-Watson stat	1.794814		

---

---

**La variable LOGDEP**

Null Hypothesis: LOGDEP has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.050423	0.9956
Test critical values:		
1% level	-4.205004	
5% level	-3.526609	
10% level	-3.194611	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGDEP)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/01/24 Time: 16:09  
 Sample (adjusted): 1981 2020  
 Included observations: 40 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDEP(-1)	0.003962	0.078582	0.050423	0.9601
C	0.119145	0.855223	0.139314	0.8900
@TREND("1980")	-0.002908	0.011079	-0.262456	0.7944
R-squared	0.048071	Mean dependent var		0.113922
Adjusted R-squared	-0.003384	S.D. dependent var		0.125706
S.E. of regression	0.125918	Akaike info criterion		-1.234331
Sum squared resid	0.586649	Schwarz criterion		-1.107665
Log likelihood	27.68662	Hannan-Quinn criter.		-1.188532
F-statistic	0.934225	Durbin-Watson stat		1.525416
Prob(F-statistic)	0.401960			

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGDEP has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.358223	0.5929
Test critical values:		
1% level	-3.605593	
5% level	-2.936942	
10% level	-2.606857	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGDEP)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:09  
Sample (adjusted): 1981 2020  
Included observations: 40 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDEP(-1)	-0.016411	0.012082	-1.358223	0.1824
C	0.339173	0.167004	2.030924	0.0493

---

---

R-squared	0.046299	Mean dependent var	0.113922
Adjusted R-squared	0.021202	S.D. dependent var	0.125706
S.E. of regression	0.124366	Akaike info criterion	-1.282471
Sum squared resid	0.587741	Schwarz criterion	-1.198027
Log likelihood	27.64942	Hannan-Quinn criter.	-1.251939
F-statistic	1.844769	Durbin-Watson stat	1.493998
Prob(F-statistic)	0.182403		

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: D(LOGDEP) has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.477563	0.0009
Test critical values: 1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGDEP,2)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:10  
Sample (adjusted): 1982 2020  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGDEP(-1))	-0.745234	0.166437	-4.477563	0.0001
C	0.082295	0.028239	2.914175	0.0060

---

---

R-squared	0.351430	Mean dependent var	-0.006932
Adjusted R-squared	0.333901	S.D. dependent var	0.153104
S.E. of regression	0.124956	Akaike info criterion	-1.271789
Sum squared resid	0.577718	Schwarz criterion	-1.186478
Log likelihood	26.79989	Hannan-Quinn criter.	-1.241180
F-statistic	20.04857	Durbin-Watson stat	1.948779
Prob(F-statistic)	0.000070		

---

---

**La variable LOGRECT**

Null Hypothesis: LOGRECT has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.266066	0.9890
Test critical values:		
1% level	-4.205004	
5% level	-3.526609	
10% level	-3.194611	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGRECT)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/01/24 Time: 16:11  
 Sample (adjusted): 1981 2020  
 Included observations: 40 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGRECT(-1)	-0.022558	0.084785	-0.266066	0.7917
C	0.437803	0.920731	0.475495	0.6372
@TREND("1980")	-0.000852	0.012131	-0.070233	0.9444
R-squared	0.061052	Mean dependent var		0.111305
Adjusted R-squared	0.010298	S.D. dependent var		0.192270
S.E. of regression	0.191278	Akaike info criterion		-0.398142
Sum squared resid	1.353726	Schwarz criterion		-0.271476
Log likelihood	10.96283	Hannan-Quinn criter.		-0.352343
F-statistic	1.202909	Durbin-Watson stat		1.767769
Prob(F-statistic)	0.311792			

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGRECT has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.570174	0.4882
Test critical values: 1% level	-3.605593	
5% level	-2.936942	
10% level	-2.606857	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGRECT)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:12  
Sample (adjusted): 1981 2020  
Included observations: 40 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGRECT(-1)	-0.028373	0.018070	-1.570174	0.1247
C	0.499987	0.249333	2.005295	0.0521

---

---

R-squared	0.060927	Mean dependent var	0.111305
Adjusted R-squared	0.036215	S.D. dependent var	0.192270
S.E. of regression	0.188757	Akaike info criterion	-0.448008
Sum squared resid	1.353906	Schwarz criterion	-0.363564
Log likelihood	10.96017	Hannan-Quinn criter.	-0.417476
F-statistic	2.465446	Durbin-Watson stat	1.757876
Prob(F-statistic)	0.124665		

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGRECT has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	3.385961	0.9997
Test critical values:		
1% level	-2.624057	
5% level	-1.949319	
10% level	-1.611711	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGRECT)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:13  
Sample (adjusted): 1981 2020  
Included observations: 40 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGRECT(-1)	0.007602	0.002245	3.385961	0.0016

---

---

R-squared	-0.038447	Mean dependent var		0.111305
Adjusted R-squared	-0.038447	S.D. dependent var		0.192270
S.E. of regression	0.195932	Akaike info criterion		-0.397420
Sum squared resid	1.497178	Schwarz criterion		-0.355198
Log likelihood	8.948402	Hannan-Quinn criter.		-0.382154
Durbin-Watson stat	1.647991			

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: D(LOGRECT) has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.342296	0.0001
Test critical values:		
1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGRECT,2)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:14  
Sample (adjusted): 1982 2020  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGRECT(-1))	-0.658385	0.151621	-4.342296	0.0001

---

---

R-squared	0.329594	Mean dependent var	-0.013840
Adjusted R-squared	0.329594	S.D. dependent var	0.253450
S.E. of regression	0.207521	Akaike info criterion	-0.281864
Sum squared resid	1.636465	Schwarz criterion	-0.239208
Log likelihood	6.496344	Hannan-Quinn criter.	-0.266559
Durbin-Watson stat	1.922914		

---

---

**La variable PXP :**

Null Hypothesis: LOGXP has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.329018	0.4096
Test critical values:		
1% level	-4.198503	
5% level	-3.523623	
10% level	-3.192902	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGXP)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/01/24 Time: 16:15  
 Sample (adjusted): 1981 2021  
 Included observations: 41 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGXP(-1)	-0.207959	0.089291	-2.329018	0.0253
C	0.543914	0.262179	2.074593	0.0448
@TREND("1980")	0.010206	0.004818	2.118400	0.2437
R-squared	0.134787	Mean dependent var		0.016892
Adjusted R-squared	0.089249	S.D. dependent var		0.276413
S.E. of regression	0.263789	Akaike info criterion		0.243025
Sum squared resid	2.644226	Schwarz criterion		0.368408
Log likelihood	-1.982010	Hannan-Quinn criter.		0.288683
F-statistic	2.959906	Durbin-Watson stat		1.882554
Prob(F-statistic)	0.063876			

## Annexes

---

Null Hypothesis: LOGPXP has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.146573	0.6880
Test critical values: 1% level	-3.600987	
5% level	-2.935001	
10% level	-2.605836	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPXP)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:16  
Sample (adjusted): 1981 2021  
Included observations: 41 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPXP(-1)	-0.077229	0.067356	-1.146573	0.2585
C	0.292199	0.243932	1.197868	0.2382

---

---

R-squared	0.032609	Mean dependent var	0.016892
Adjusted R-squared	0.007804	S.D. dependent var	0.276413
S.E. of regression	0.275332	Akaike info criterion	0.305871
Sum squared resid	2.956497	Schwarz criterion	0.389460
Log likelihood	-4.270355	Hannan-Quinn criter.	0.336309
F-statistic	1.314630	Durbin-Watson stat	1.906949
Prob(F-statistic)	0.258544		

---

---

## Annexes

---

Null Hypothesis: (LOGPXP) has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.256721	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

---

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: (LOGPXP,2)  
Method: Least Squares  
Date: 06/01/24 Time: 16:18  
Sample (adjusted): 1983 2021  
Included observations: 39 after adjustments

---

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGPXP(-1))	-1.251738	0.238121	-5.256721	0.0000
R-squared	0.515651	Mean dependent var		0.015163
Adjusted R-squared	0.502561	S.D. dependent var		0.399287
S.E. of regression	0.281615	Akaike info criterion		0.353365
Sum squared resid	2.934350	Schwarz criterion		0.438676
Log likelihood	-4.890624	Hannan-Quinn criter.		0.383974
Durbin-Watson stat	1.896454			

---

---

## Résumé

Cette étude vise à déterminer la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique en Algérie sur une période allant de 1980 à 2020. Pour ce faire, nous avons fait recours à l'économétrie des séries temporelles basée sur le modèle ARDL. En utilisant les variables des séries temporelles suivantes : produit intérieur brut constant (PIBCST) comme variable endogène, les dépenses publiques (DEP) les recettes publiques (RECT) et le prix de baril (PxP) comme des variables exogènes. Cette étude a montré que la relation à long terme des variables indique qu'il existe une relation négative entre les variables (PIBCST) et (RECT). Par contre, la variable RECT et PXP sont les seules à avoir des coefficients significatifs à long terme. Par conséquent le (PIBCST) est négativement affecté par les recettes budgétaires (RECT). Ce qui confirme l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie.

**Mots clés :** politique budgétaire, croissance économique, ARDL, les dépenses publiques, les recettes publiques, prix de baril.

## Summary

This study aims to determine the relationship between fiscal policy and economic growth in Algeria over the period from 1980 to 2020. To do this, we used time series econometrics based on the ARDL model. We used the following time series variables: constant gross domestic product (PIBCST) as the endogenous variable, public expenditures (DEP), public revenues (RECT), and barrel price (PxP) as exogenous variables. This study showed that the long-term relationship between the variables indicates a negative relationship between PIBCST and RECT. However, the variables RECT and PxP are the only ones with significant long-term coefficients. Consequently, PIBCST is negatively affected by budget revenues (RECT). This confirms the impact of fiscal policy on economic growth in Algeria.

**Keywords:** fiscal policy, economic growth, ARDL, public expenditures, public revenues, barrel price.

## الملخص

تهدف هذه الدراسة إلى تحديد العلاقة بين السياسة المالية والنمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة من 1980 إلى 2020. للقيام بذلك، استخدمنا اقتصاديات السلاسل الزمنية بناءً على نموذج ARDL. استخدمنا المتغيرات التالية للسلاسل الزمنية: الناتج المحلي الإجمالي الثابت (PIBCST) كمتغير داخلي، والنفقات العامة (DEP)، والإيرادات العامة (RECT)، وسعر البرميل (PxP) كمتغيرات خارجية. أظهرت هذه الدراسة أن العلاقة طويلة الأجل بين المتغيرات تشير إلى وجود علاقة سلبية بين PIBCST و RECT. ومع ذلك، فإن متغيرات RECT و PxP هي الوحيدة التي لها معاملات ذات دلالة إحصائية على المدى الطويل. ونتيجة لذلك، يتأثر PIBCST سلبًا بالإيرادات العامة (RECT). وهذا يؤكد تأثير السياسة المالية على النمو الاقتصادي في الجزائر.

**الكلمات المفتاحية:** السياسة المالية، النمو الاقتصادي، ARDL، النفقات العامة، الإيرادات العامة، سعر البرميل.